

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour ENDA Europe et ENDA Rup

Rapport final : volume 2 et annexes – 348Ev

Étude locale au Cameroun

Évaluation finale externe du programme « *Appui à*

l'assainissement semi-collectif des quartiers

défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone »

Juillet 2012

Auteurs : Benjamin Michelin, Marcel Tanga

Marcel TANGA :

BP 13079

Douala /Cameroun

tangadms@yahoo.fr

Contacts :

Marcel TANGA

BP 13079

Douala

Cameroun

tangadms@yahoo.fr

Tel : 00 237 99 95 38 47

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	5
SYNTHESE	6
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	8
PREAMBULE	9
CONTEXTE LOCAL	11
L'équipe ENDA au Cameroun	11
L'équipe ENDA au Cameroun.....	11
Les volets d'intervention	11
Le contexte de l'assainissement dans les villes du Cameroun	12
La question de l'assainissement géré par les autorités locales	12
Les actions entreprises par les autorités locales	14
LE PROJET ET LES SITES ETUDIÉS	17
Le projet à Douala	17
Les quartiers de Douala et les réalisations	17
Mambanda	18
Tractafric.....	19
Le projet ENDA à Edéa	19
La ville d'Edéa	19
Les quartiers Amour 1 et 2	19
LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT : ETAPES DU VOLET TECHNIQUE.....	21
Etude de faisabilité du projet	21
Procédures de sélection des prestataires.....	22
Gestion technique des chantiers	22
Qualité des travaux	23
L'ANIMATION SOCIALE ET LES BENEFICIAIRES.....	24
Les prestataires pour l'animation sociale.....	24

Résultats et difficultés	25
GESTION ET MAINTENANCE.....	28
Coûts de réalisation des ouvrages.....	28
Comité de gestion et FOCAUP.....	30
Communauté Urbaine et commune d'arrondissement.....	32
LA FONCTION DE PLAIDOYER	34
LE BILAN DU PROJET ENDA AU CAMEROUN	37
Un projet novateur et approprié	37
Une fonction de plaidoyer importante.....	38
Un projet "trop ambitieux" à recontextualiser.....	39
Un monitoring à consolider et un renforcement institutionnel	41
La pérennisation à travailler : un projet au milieu du gué.....	43
ANNEXES : COMPTE RENDU D'ENTRETIENS ET DE REUNIONS.....	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Budget (en euros) du fonctionnement de l'antenne local	11
Tableau 2 : Missions d'appui et de supervision de l'équipe ENDA Sénégal	12
Tableau 3 : Evolution du choix des quartiers au Cameroun.....	12
Tableau 4 : Eaux sales produites à Douala (ménage / semaine / arrondissement).....	14
Tableau 5 : Projets de quartiers à Douala	19
Tableau 6 : Principales caractéristiques du projet ENDA à Douala et à Edéa	21
Tableau 7 : Calendrier des procédures et de mise en œuvre des chantiers	24
Tableau 8 : Sélection des prestataires	24
Tableau 9 : Liste des animateurs municipaux et de quartiers.....	27
Tableau 10 : Évaluation des problèmes des quartiers	29
Tableau 11 : Coût de réalisation des travaux à Douala (en FCFA).....	31
Tableau 12 : Coût de réalisation des travaux à Edéa (en FCFA).....	32
Tableau 13 : Répartition et coûts des différents éléments du système à Douala et à Edéa (en FCFA)	33
Tableau 14 : Répartition et coûts des différents modes d'assainissement à Douala.....	34
Tableau 15 : Étapes de constitution des Comités de gestion	34
Tableau 16 : Etat des paiements du FOCAUP (en FCFA)	35
Tableau 17 : Dépenses quotidiennes et capacités de paiement des ménages (en FCFA) .	36
Tableau 18 : Protocoles de partenariat avec les collectivités locales.....	36

SYNTHESE

Le *programme d'Appui à l'assainissement semi-collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone* est un projet mis en œuvre de 2008 à 2011 par ENDA-RUP et ENDA Europe dans trois pays d'Afrique francophone : le Burkina Faso, le Cameroun et le Sénégal.

Doté d'un budget global de 1 632 756 euros, cofinancé principalement par le Ministère des Affaires Étrangères (MAEE) et l'Agence de l'Eau de Seine Normandie (AESN), il a pour objectif principal la construction de mini-réseaux systèmes d'assainissement semi collectifs à faible coût reliés à des stations de traitement par lagunage (les eaux usées sont traitées grâce à l'action biologique de plantes aquatiques ou d'algues) ou filtres sur graviers nus, permettant la valorisation des eaux usées épurées (eaux de vaisselle, de douches et de latrines) dans l'agriculture urbaine notamment.

Il s'agit d'articuler un volet technique et un volet social, avec la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à l'hygiène et à la propreté, nécessaires pour faire comprendre aux ménages les enjeux d'un tel projet. Le projet s'inscrit dans une démarche communautaire avec la mise en place, pour chacun des sites d'un Fonds Communautaire pour l'Assainissement des Quartiers Urbains Pauvres (FOCAUP), visant à servir de fonds commun de solidarité permettant, par le biais de versements de contributions par les ménages raccordés, d'augmenter le nombre de quartiers concernés par l'opération. En outre, le dernier volet concerne la sensibilisation des autorités à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Compte tenu de l'ampleur du programme, une évaluation finale externe a été prévue dans la convention et dans le budget du projet présenté au MAEE/AFD et à l'AESN. Par ailleurs, dans une perspective de recherche-action, ENDA a constamment le souci de capitaliser et de partager ses expériences avec la communauté scientifique, les pouvoirs publics de ses zones d'intervention et la communauté du développement. Dans ce cadre, la présente évaluation a été réalisée entre les mois de mars et de juillet 2012. Pour cerner le programme dans sa globalité, les évaluateurs ont mis en place un dispositif alliant une approche globale du projet et une approche locale : deux missions de terrains ont été ainsi effectuées, dont les résultats font l'objet de rapports spécifiques venant alimenter le rapport global. Par ailleurs, il s'est agi de passer en revue l'ensemble du projet selon les critères de l'évaluation qui sont les suivants: la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité.

Ce rapport détaille l'ensemble des travaux menés au Cameroun et vise à tirer le bilan des actions dans 2 villes plus spécifiquement étudiées : Douala et Edéa.

Il présente tout d'abord le contexte local (équipe ENDA et la question de l'assainissement dans le pays). Il rentre ensuite plus en détail dans l'analyse des sites étudiés pour faire une rapide présentation des villes et des quartiers afin de montrer les spécificités de chacune d'elles. La troisième partie présente les aspects techniques du projet, dressant un inventaire des difficultés techniques qui se présentent. La quatrième partie se focalise sur les aspects sociaux. La partie suivante traite de la gestion et de la maintenance des infrastructures tandis que la dernière partie évoque la fonction « plaidoyer » du projet. La dernière est celle où un bilan sur les actions menées est tiré et des recommandations sont formulées. Ces dernières ont servi de base pour l'élaboration des recommandations générales du projet. Elles ont fait l'objet de discussions sur place avec l'équipe ENDA.

En annexe, l'ensemble des résumés des entretiens est reproduit de manière à servir de preuve et permettre aux personnes intéressées d'aller plus en profondeur dans l'analyse.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AESN :	Agence de l'Eau Seine Normandie
AFD :	Agence Française de Développement
CDQ :	Comité de Développement du Quartier
CUD :	Communauté Urbaine de Douala
CUE :	Communauté Urbaine d'Edéa
DAO :	Dossier d'Appel d'Offres
ENDA :	Environnement, Développement, Action dans le tiers monde
ENDA -RUP :	Relais pour le Développement Urbain Participé
€ :	Euro
F3E :	Fonds pour la promotion des Études préalables, des Études transversales et Évaluations
FAO :	<i>Food and Agriculture Organization</i>
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCPBF :	Fédération des caisses populaires d'Épargne du Burkina Faso
FOCAUP :	Fonds Communautaire pour l'Assainissement des quartiers Pauvres urbains
GIE :	Groupement d'Intérêt Économique
GIRE :	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IMF :	Institution de Micro Finance
IMSEC :	Institution Mutualiste Sénégalaise d'Épargne et de Crédits
MAEE :	Ministère des Affaires Étrangères et Européennes
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernemental
ONU :	Organisation des Nations Unies
PADE :	Processus d'Amélioration Durable de l'Environnement (nom du programme d'assainissement mené par ENDA RUP)
PAQPUD :	Programme d'Amélioration des Quartiers Périurbains de Dakar
PDA :	Plan Directeur d'Assainissement
PEPAM :	Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire
PHAST :	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
STEP :	STation d'ÉPuration des eaux usées
TFD :	Tourism for Development
UM-PAMECAS :	Union des Mutuelles du Partenariat pour mobilisation de l'Épargne et le Crédit au Sénégal
VAD :	Visite à domicile
WAC :	Water for African Cities

PREAMBULE

A l'issue des différents travaux menés sur différents terrains, l'équipe d'évaluateurs a décidé de réaliser trois rapports d'évaluation, constituant un ensemble fournissant une analyse globale et locale du programme. De ce fait, l'évaluation est constituée :

- d'un rapport, **rapport 1**, qui constitue le rapport global: il reprend l'ensemble des données (issues de la documentation et des entretiens) ainsi que les analyses locales pour en faire la synthèse, pour tirer les principaux enseignements des actions menées sur l'ensemble des 9 villes en se référant aux villes visitées et aux données fournies par ENDA. Ce rapport est constitué de quatre parties. La première retrace les grandes lignes du programme et en présente les principaux traits (objectifs, méthode, acteurs, budget). La seconde partie présente les enjeux de l'évaluation et la méthode utilisée pour y répondre au mieux. La troisième partie passe au crible des indicateurs (pertinence, efficacité, cohérence, efficience, impact et viabilité) l'ensemble du programme. La quatrième, et dernière partie, fait la synthèse de l'analyse globale tout en proposant des recommandations opérationnelles ;
- d'un présent **rapport 2**, « Étude locale au Cameroun » qui retrace l'ensemble des informations récoltées sur les 2 terrains camerounais, Douala et Edéa (Bertoua n'ayant pas été visité). Ce rapport présente tout d'abord le contexte local (équipe ENDA et assainissement dans le pays et les villes étudiées). Il rentre ensuite plus en détail dans l'analyse des sites étudiés pour faire une rapide présentation des villes et des quartiers. La troisième partie présente les aspects techniques du projet. La quatrième partie se focalise sur les aspects sociaux. La partie suivante traite de la gestion et de la maintenance des infrastructures tandis que la dernière partie évoque la fonction « plaidoyer » du projet. La dernière est celle où un bilan sur les actions menées est tiré et des recommandations sont formulées. En annexe, l'ensemble des résumés des entretiens est reproduit de manière à servir de preuve et permettre aux personnes intéressées d'aller plus en profondeur dans l'analyse ;
- du **rapport 3**, « Étude locale au Sénégal », qui reprend à l'identique la structure du rapport 2 en se focalisant sur un autre terrain. Cependant, le siège d'ENDA-RUP étant au Sénégal, ce rapport fait également la lumière sur le fonctionnement et les relations entre l'équipe sénégalaise et celles des autres pays.

Cette ossature vise à répondre :

- à un souci d'exhaustivité : face à un travail qui reste parcellaire (seul 5 des 9 villes ayant été visitées : Douala, Edéa, Rufisque, Saint-Louis, et dans une moindre mesure Dakar) et une analyse synthétique dans laquelle tous les éléments ne peuvent pas être repris, il nous

est apparu nécessaire de procéder de la sorte pour faire ressortir l'ensemble des données recueillies ;

- à des enjeux méthodologiques : procéder à des recoupements synthétiques après avoir détaillé les études locales (le rapport 1 ayant été écrit sur la base des deux autres rapports) et fournir une analyse croisée des différents terrains ;
- à la volonté de différencier les enjeux locaux et globaux : cette séparation en trois parties distinctes offre le loisir au lecteur de se plonger plus en avant dans les études de cas et visent à répondre aux besoins des opérateurs locaux d'ENDA d'avoir une lecture spécifique des enjeux et des problèmes pour chacun des deux pays visités (Cameroun et Sénégal).

Par ailleurs, l'équipe d'évaluation tient à remercier les autorités locales, les habitants et l'ensemble des partenaires du projet (bailleurs de fonds, instituts de micro-finance, universitaires, etc.) pour leur disponibilité. Nous espérons avoir retranscrit fidèlement leur point de vue critique tout en éclairant et en contextualisant leurs propos afin d'engager un dialogue productif avec l'équipe du programme.

Nos remerciements s'adressent également aux équipes d'ENDA (en France, au Sénégal et au Cameroun tout comme au Burkina Faso, entité d'ENDA avec laquelle des échanges ont également eu lieu par mail et téléphone) pour leur enthousiasme, leur disponibilité ainsi que l'appui apporté tout au long de ce travail d'évaluation. Leurs réflexions critiques et leurs apports documentaires ont permis de proposer une critique constructive du projet. Nous espérons ainsi que cette évaluation leur sera utile et que les recommandations opérationnelles proposées les aideront à faire évoluer les projets dans lesquels ils sont personnellement très investis.

CONTEXTE LOCAL

L'équipe ENDA au Cameroun

Depuis 2005, des missions Enda ont été réalisées au Cameroun en vue d'implanter un projet dans le pays. Cela s'est concrétisé en 2006 avec le programme *Water for African Cities* (WAC) financé par l'ONU-Habitat. A cette occasion, une animation a été démarré au Cameroun entre 2006 et 2008.

Le représentant d'ENDA au Cameroun a pris fonction dans le pays depuis 2007. Le programme du MAEE a pris la relève du premier programme de l'ONU-Habitat qui ne concernait alors que deux villes : Edéa et Douala. Depuis 2007 et jusqu'à la mi-2012, ENDA est intervenue comme une ONG basée à Dakar sur un territoire étranger sans avoir la reconnaissance d'être une ONG camerounaise. Le budget de fonctionnement (hors missions extérieurs et activités du projet) avoisine les 10 000 euros par an, ce qui représente environ 850 euros par mois. Cette somme est relativement modeste compte-tenu de la dispersion des sites, de la somme des tâches assumées par le représentant d'ENDA.

Tableau 1 : Budget de fonctionnement de l'antenne locale (en euros)

	Année 1	Année 2	Année 3	Total	%	Moyenne
Loyer, eau, électricité, fournitures	1219	2775	3562	7556	22	2 518,67
Transports locaux	751	5371	648	6770	20	2 040,67
Personnel	5182	6056	5119	16357	48	5 452,33
Virement	1693	1031	815	3539	10	1 179,67
	8845	15233	9496	34222		11 191,33

Les volets d'intervention

Le travail mis en œuvre au Cameroun se réalise selon deux volets principaux :

- un volet socio-institutionnel : l'approche d'ENDA passe par l'implication des habitants dans le projet. Un volet d'ingénierie sociale important est à l'œuvre dans les quartiers d'interventions ;
- un volet technique : l'autre volet important est l'aspect technique puisque le système proposé par ENDA n'existait pas jusque là. Ce projet entraîne la mise en œuvre de travaux dans chacun des quartiers concernés.

Tout au long du projet, des missions d'appui techniques, socio-institutionnelles et de coordination ont été organisées pour superviser et appuyer les travaux menés à Douala. L'appui technique servait à organiser les travaux et les chantiers, à sensibiliser les entrepreneurs aux techniques proposés par ENDA. L'appui socio-institutionnel visait à cadrer la gestion du FOCAUP, appuyer le processus d'animation en organisant des formations pour les

animateurs locaux. Tout ceci s'inscrivait en parallèle d'une supervision (bien souvent à distance) du coordonnateur du projet qui connaissait le terrain puisqu'il s'était rendu au Cameroun avant ce projet dans le cadre du projet WAC.

Ces missions d'appui ont permis d'appuyer l'ancrage du projet auprès des différents acteurs et ont favorisé l'implantation du projet selon la conception générale de ses promoteurs basés à Dakar. Une mission a également été réalisée par la responsable d'ENDA Europe.

Tableau 2 : Missions d'appui et de supervision de l'équipe ENDA Sénégal

	Technique	Socio-institutionnelle	Coordination
2009-2010	2		
2010-2011	4	2	
2011-2012	2	3	1
Total	8	5	1

Ces missions ont eu pour conséquence de parfois augmenter les budgets de mise en œuvre du projet. Les évaluateurs prennent bonne note du fait qu'elles étaient nécessaires dans cette première phase où ENDA n'avait pas une reconnaissance officielle au niveau du Cameroun. Cependant, comme proposé par la représentante d'ENDA Europe, il semble nécessaire de revoir ce système, qui paraît peu efficient : « Par ailleurs, les missions des responsables d'Enda basés au Sénégal ont un coût important. Il faut déléguer davantage et renforcer l'équipe permanente d'Enda au Cameroun à l'avenir »¹. Cette remarque s'insère dans le cadre d'institutionnalisation d'ENDA au Cameroun. En février 2012, la structure d'ENDA au Cameroun, toujours animée par un représentant local, installé dans la Communauté Urbaine de Douala, vient d'obtenir ce statut d'ONG locale. Cette reconnaissance va certainement entraîner des modifications dans le fonctionnement du projet et dans la gestion de l'antenne locale.

Par ailleurs, il faut noter les nombreux changements dans le choix des quartiers à Bertoua comme à Douala.

Tableau 3 : Evolution du choix des quartiers au Cameroun

	Choix initial	Choix final
Bertoua	Bododmo et Haoussa	Ekombitié et Yademe
Douala	Nkolmintag et Mambanda	Tractafic et Mambanda
Edéa	Amour 1 et 2	Amour 1 et 2

1

□ Compte rendu de mission de suivi au Cameroun, Projet « Assainissement semi collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone » (ENDA Europe - ENDA RUP), Annelaure Wittmann, ENDA Europe, 29 novembre au 6 décembre 2010

Le contexte de l'assainissement dans les villes du Cameroun

La question de l'assainissement géré par les autorités locales

La loi du 15 juillet 1987 renforcée par la loi du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes permettent d'identifier clairement l'implication de la communauté urbaine, dans le domaine de l'assainissement : « *La création, l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion des équipements communautaires en matière d'assainissement, eaux usées et pluviales* ». C'est donc elle qui a la charge de ce dossier d'assainissement.

Les eaux usées domestiques résultent de l'ensemble des activités au niveau d'un ménage ou d'un groupe de ménages. Selon leur origine et caractéristiques, les eaux usées domestiques peuvent être scindées en catégories distinctes : les eaux vannes issues des WC et les eaux ménagères, regroupant l'ensemble des autres rejets.

Les eaux vannes sont issues des WC. A ce titre, elles sont les plus polluées et dangereuses pour les populations. Mais aussi, ce sont en général les plus concernés par l'assainissement individuel. Leur volume et leur nature sont principalement subordonnés aux équipements sanitaires, au niveau de vie des occupants, au nombre d'habitants par logement, à la disponibilité en eau. On peut estimer que les eaux vannes représentent à peu près le tiers (1/3) du volume des eaux usées domestiques tandis que les eaux ménagères en représentent les deux tiers (2/3). Les eaux vannes présentent un risque sanitaire extrêmement important en raison de leur charge bactériologique très élevée. Celle-ci est constituée par l'ensemble des germes de la flore intestinale.

Les eaux ménagères représentent l'ensemble des eaux usées domestiques autres que les eaux vannes, soit les eaux de cuisine et les eaux savonneuses comprenant les eaux de bain, douche, lavage, vaisselle, lessive. Les eaux ménagères représentent à peu près 2/3 des eaux usées domestiques totales tant en volume qu'en charge (DBO5, DCO et MES). Le volume moyen d'eau par habitant est fonction du niveau de vie et de la disponibilité de la ressource. Globalement, les besoins en eau des populations restent très faibles et peuvent varier entre 20l/personne/jour à 200l/personne/jour. D'après l'étude sur le cadre de vie de 2002, la quantité d'eaux sales² produites par ménage, par semaine est variable selon les arrondissements.

2

□ Cette étude définit les eaux sales comme les eaux de bain, de lessive et de vaisselle soit les eaux ménagères

Tableau 4 : Eaux sales produites à Douala (ménage / semaine / arrondissement)

Arrondissement	Nombre moyen de seaux de 10l d'eaux sales produites par semaine par ménage ³	Quantité d'eaux sales produites par semaine (en m3)
Douala I	88	51 848
Douala II	64	34 770
Douala III	103	101 062
Douala IV	59	15 204
Douala V	64	77 769
Ensemble	78	280 652

Source : INS/CAVIE 2002

En outre, à Douala comme dans les autres villes, les eaux ménagères, regroupant l'ensemble des autres rejets, ne proviennent pas seulement des ménages, mais aussi des groupements de ménages essentiellement réalisés au niveau des cités. Ce phénomène est essentiellement observable à Douala dans les cités de la Société Immobilière du Cameroun –SIC- (cité SIC des Palmiers, cité SIC de Bassa, cités de Bonamoussadi, Maképé et Logpom) et de nombreux établissements humains tels les hôtels, les écoles, les hôpitaux, les lieux de commerce divers ou encore les prisons. Cependant, l'assainissement individuel est de loin le mode le plus répandu au niveau des ménages. A Douala, l'étude du «*Schéma Directeur d'Assainissement Environnemental de Douala* » (novembre 2002) fait une estimation plus grossière et révèle que 60% de la population utilisent des latrines tandis que 40% de la population font recours aux fosses septiques. Cette étude fait donc explicitement abstraction de la frange non négligeable de population qui déverse leur excréta dans le milieu naturel. En fait, ces présentations cachent d'autres réalités. Dans les secteurs à habitat précaire (New-Bell, Maképé, Nylon, Nyala, Mambanda, à Douala. Amour ou Pongo à Edéa), les eaux ménagères sont simplement déversées dans la cour, dans un caniveau ou un drain à proximité de la maison tandis que les eaux vannes sont évacuées dans les latrines construites artisanalement, sans respect des règles de l'art. Paradoxalement, une majeure partie de ces secteurs correspond à des zones basses où la nappe phréatique est quasiment affleurante, la collecte des ordures ménagères est mal assurée, mais où les populations font d'importants usages des puits creusés à proximité des latrines. Dans les quartiers à moyen, haut et très haut standing, les eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) sont traitées par des fosses septiques et des fosses étanches régulièrement vidangées par des sociétés agréées par le Ministère de la Santé Publique.

Dans chacune des villes, aucune étude récente donnant avec une précision satisfaisante la proportion des populations raccordée aux différents modes d'assainissement n'a été identifiée. Aussi, les plans types de latrines, fosses étanches, fosses septiques mis en œuvre sont très

3

□ Volumes approximatifs des rejets d'eaux ménagères

variés : la plupart de ces systèmes d'assainissement fonctionnent mal à cause du mauvais dimensionnement des ouvrages, de l'exiguïté des espaces, du non respect des normes de l'art et de l'affleurement des nappes souterraines dans plusieurs quartiers de la ville.

Les actions entreprises par les autorités locales

A Douala, depuis le *Schéma Directeur d'Assainissement de la Ville de Douala* (SDAL) établi en 2005, la question de l'assainissement et des eaux usées devient progressivement une question inscrite à l'ordre du jour. A cette période, la Communauté Urbaine de Douala a élaboré un plan type de fosse septique dont les dimensions varient en fonction de la taille du ménage et a suggéré aux demandeurs de permis de bâtir de l'adopter. Mais, la mise en œuvre de ce plan a été loin d'être assurée sur le terrain en raison d'un manque de suivi (manque de personnel et de moyens).

Depuis, la planification de l'assainissement repose sur le plan directeur d'assainissement (celui de Douala de 2006) où l'accent est mis sur l'assainissement collectif ignorant la réalité de l'habitat et du développement urbain et totalement incompatible avec les ressources financières mobilisables. L'organigramme de la CUD détaille les fonctions précédemment citées. De façon générale les organigrammes ne sont pas dotés de service spécifique dédié à l'assainissement. Quand ce service existe comme à Douala, l'assainissement se situe hiérarchiquement en troisième position au sein de la Direction des grands travaux dont dépend le Département du génie urbain qui coiffe le service de l'assainissement. Il faut aussi noter que l'organigramme ne distingue pas assainissement liquide et assainissement pluvial mais parlent d'assainissement urbain en général.

Le SDAL proposait un traitement collectif ou individuel. L'assainissement semi-collectif n'est considéré que comme une option marginale. La Stratégie de Développement de la ville de Douala et de son aire métropolitaine (2008) a adopté la même approche, reprenant les éléments développés dans le SDAL. Ce document a eu pour effet la définition d'un projet de l'AFD qui vise à construire 42 kilomètres de drains dans l'ensemble de la ville dont 10 kilomètres pour Bonabéri (Projet Assainissement pluvial) sur financement de l'AFD dans le cadre du contrat de désendettement (130 millions de FCFA)⁴. Il est également important de noter qu'un projet de « *traitement des boues de vidange avec production de fourrage à Douala* » vient d'être démarré, financé par la Fondation Bill et Mélinda Gates ainsi que la coopération suisse (NCCR, fonds de recherche), avec un partenariat entre l'université de Yaoundé I et la Communauté urbaine de Douala (CUD). Celui-ci consiste en la construction

4

□ Ces travaux du C2D sont définis par la tranche prioritaire du SDAL. Cette phase comprend la réalisation de 42 km de canaux (plus 10 km de reprofilage des parties aval jusqu'à l'exutoire dans le milieu naturel) pour un montant total estimé à 25 Mds FCFA pour la réalisation des canaux primaires et de 100 Mds FCFA pour la réalisation des canaux secondaires.

d'une station pilote de traitement de boues de vidange (au Bois des singes) avec valorisation des plantes fourragères. Par ailleurs, des actions de sensibilisations et de contrôle sont organisées sporadiquement par la CUD et les mairies d'arrondissement.

Dans les autres villes, où le nombre d'interventions extérieures est très limité, la question de l'assainissement reste une problématique qui attend d'être prise en charge, malgré les nombreux besoins de la population.

Par ailleurs, à Douala 2, des campagnes de sensibilisation sont menées par le projet.

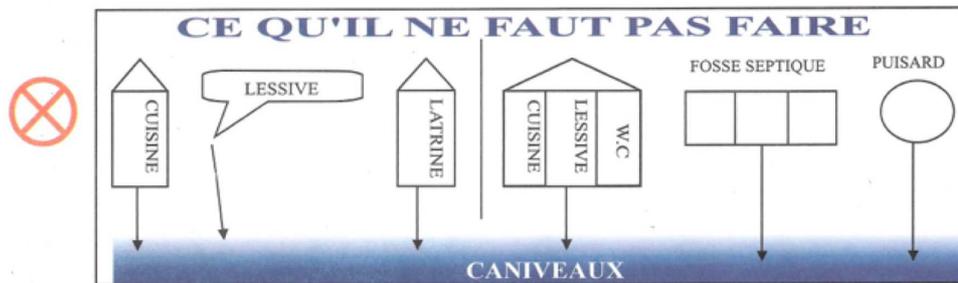
Plaquette de la « Campagne d'hygiène de l'habitat », Mairie de Douala II

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION
REGION DU LITTORAL
DEPARTEMENT DU WOURI
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT
DE DOUALA II
SECRETARIAT GENERAL
BP: 11409 - Tél. : (237) 33 43 03 49
E-mail : mairienewbell@yahoo.fr

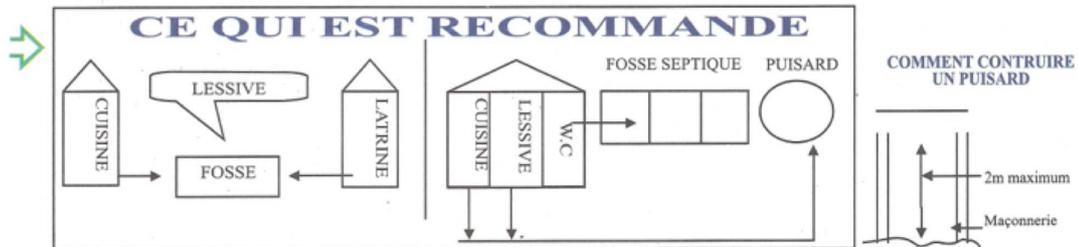
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

CAMPAGNE D'HYGIENE DE L'HABITAT

LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 2^e
INVITE LES HABITANTS A MIEUX EVACUER LES EAUX USEES.



LES EAUX USEES (CUISINE, LESSIVE, LATRINE, FOSSE) EVACUEES DANS LA NATURE SONT A L'ORIGINE DE MALADIE, INSALUBRITE, PROLIFERATION DES MOUSTIQUES, MAUVAIS ODEURS ET INSALUBRITE DANS LE QUARTIER



1. CREUSER UNE FOSSE DE 1 M A 2 M DE PROFONDEUR, MAÇONNER LES PAROIS UNIQUEMENT Y CANALISER TOUTES LES EAUX USEES DOMESTIQUES
2. ORIENTER LES EAUX DE BAINS DANS LES LATRINES
3. CANALISER TOUTES LES EAUX DE LA CONCESSION Y COMPRIS CELLES PROVENANT DE LA FOSSE SEPTIQUE DANS LE PUISARD. SEULES LES EAUX DE PLUIE DOIVENT SORTIR DE LA CONCESSION

LES EQUIPES DU SERVICE D'HYGIENE PASSERONT A PARTIR DU 15 FEVRIER DANS LES QUARTIERS POUR LES CONTROLES.

AUCOURS DE LEUR PASSAGE SERONT VERBALISES:

- LES HABITANTS NE POSSEDANT PAS LES LATRINES OU WC
- CEUX AYANT LES WC ET LATRINES PLEINS NON VIDANGES
- CEUX AYANT DES WC ET LATRINE INSALUBRES
- CEUX EVACUANT LES EAUX USEES HORS DE LEUR CONCESSION
- CEUX N'AYANT PAS DE POUBELLES
- CEUX DONT LA CONCESSION EST INSALUBRE DANS L'ENSEMBLE

LE PROJET ET LES SITES ETUDIÉS

Le projet à Douala

Les quartiers de Douala et les réalisations

Deux quartiers Mambanda et Tractafric sont concernés par le projet. Des visites de site ont eu lieu le 25 mars 2012. Ces deux quartiers ont été choisis avec l'appui de la Communauté Urbaine de Douala qui a indiqué ces zones comme prioritaires pour les projets d'assainissement liquide, suite aux épidémies de choléra de 2004 qui ont fortement frappées la ville. Cette épidémie a conduit à traiter plus de 5000 malades et 180 000 personnes susceptibles d'être infectées par cette maladie⁵. Il est à noter qu'au départ, c'est Nkolmintag qui avait été désigné, mais il n'a pas été retenu car il faisait l'objet d'un autre projet.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre des projets de quartiers réalisés à Douala qui restent encore peu nombreux. Dans ce sens, il est à noter que la Banque mondiale intervient dans le secteur de l'assainissement des eaux usées à travers plusieurs projets mais les financements de ces projets alloués au secteur de l'assainissement liquide restent très faibles dans l'ensemble et restent au stade de démonstration. Un projet pilote de latrines familiales (200 au total) est en cours dans un quartier précaire de Douala à New Bell avec la construction de blocs communautaires (utilisation pour 3 à 4 familles) de latrines à fosses étanches. Les latrines dans la phase pilote sont entièrement subventionnées ; il est prévu que les familles supportent les frais de vidange.

En outre, les projets ENDA dans les deux quartiers de la ville ont succédé à d'autres interventions de la GTZ qui avait mis en œuvre un projet dans la zone. Ce programme de l'Union européenne financé dans le cadre de la Facilité Eau (ACP-UE) était un programme de construction de latrines pour un montant de 1,4 millions d'Euros dans 4 quartiers précaires de Douala. C'était donc pertinent de continuer sur ces quartiers sensibles d'un point de vue sanitaire.

De 2006 à 2008, lors du premier projet d'ENDA à Douala, le projet WAC, le quartier de Tractafric a connu une première vague de réalisation. Le projet n'est venu s'implanter à Mambanda qu'en 2008.

5

□ Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide au Cameroun, Rapport diagnostic, aspects institutionnels, financiers et techniques, avril 2011

Tableau 5 : Projets de quartiers à Douala

Programme	Nature du projet	Quartier	Bailleurs de fonds
Partenariat entre l'Ircod, la Commune urbaine d'arrondissement de Douala 4 et Strasbourg	Construction d'un centre social intersectoriel (CSI)	Mambanda(76000 hab. /276 ha)	IRCOD
Projet pilote de Bessengue Akwa	Micro-projets ponctuels (traitement de puits, curage de drains, lutte antivectorielle...) Nouveaux équipements et infrastructures répondant aux besoins exprimés par les habitants (borne-fontaine, pavage des voies inondables, passerelle piétonne...) Appui à la maîtrise d'ouvrage communale	Bessengué (6500 hab. /33ha)	56 millions de FCFA (85 400 €)
Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE)	Éclairage public Construction de fosses étanches Traitement des points critiques du réseau principal de drainage Réhabilitation des écoles publiques Aménagement du réseau secondaire et tertiaire de drainage Construction de passerelles piétonnes	New Bell (53 000 hab. -163 ha) 325 hab/ha	Banque mondiale 2,038 milliards FCFA soit 3 8 450 FCFA/hab ou 12,5 M /ha
Projet pilote d'amélioration de l'accès aux services de base dans certains quartiers de la ville de Douala	Voies carrossables (pavés) Chemins piétonniers Éclairage Extension réseau d'adduction d'eau potable Aménagement de borne-fontaine	Cité de la Paix (3500 hab. /30 ha) Bessengué (6500 hab. /33ha) 151 hab/ha	Banque mondiale (IDA) 474 millions FCFA soit 4740 FCFA/hab ou 14,2 M /ha
Projet pilote Eau et assainissement	Latrines publiques et châteaux d'eau pour ravitailler des bornes-fontaines	Bépanda Bonewonda (22 720 hab. / 70 ha) Mambanda-Alpicam (76000 hab. /276 ha) New Bell- Tractafric (4 810 hab. /15 ha) Brazzaville (17 845 hab. / 55 ha)	Union Européenne / GIZ €1 400 000 dont UE : € 1 050 000

A New Bell, le Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau, financé par la Banque mondiale, va construire une soixantaine de fosses sèches. Il nous explique que le PDUE a adopté une autre approche : 60 latrines à double fosses septique vont être réalisées par le projet dans la première phase. Cela nécessite 6 m² qui sont parfois difficile à obtenir en raison de la densité dans la zone.

Mambanda

C'est un quartier de Douala assez récent, datant des années 1970. Les habitants sont venus s'installer suite aux déguerpissements de la zone proche de la gare, servant à installer la ZIBO, Zone Industrielle de Bonabéri. Le quartier s'est largement densifié et étendu depuis sa création, du fait de son positionnement. Il est en effet situé à proximité d'un pôle d'emploi industriel et très proche d'une zone commerciale importante (le marché de Mambanda). En outre, il permet un accès facile à l'axe principal que représente la Nationale. Les habitants actifs travaillent principalement dans le centre de Douala, ce qui donne parfois un aspect de

cité d'ortoir à ce coin de la ville. Selon le Bureau Central des Recensements et des Etudes de la Population (BUCREP), la population de Mambanda estimée à 70 865 en 2005 serait à ce jour de 84814. Notons que le projet d'ENDA   Mambanda ne concerne que le bloc 27 estimée à 3142 habitants. Sachant qu'un ménage dans la ville de Douala est composé en général de 6 personnes, il y aurait, à ce jour, 14 136 à Mambanda (avec 524 ménages au bloc 27, zone du projet).

Deux rues sont concernées par le projet dans le bloc 27 du quartier de Mambanda. Il ressort qu'il n'y a pas de chef de quartier clairement identifié dans le quartier. Les contacts se font donc avec le chef de bloc. Au niveau des infrastructures, il existe pour l'heure 2 vidoirs collectifs (non fonctionnels), 2 fosses et 1 filtre. De nombreux problèmes ont émaillé la construction des infrastructures.

Tractafric

Le quartier de Tractafric est situé dans la vaste de New Bell. C'est un territoire où la population est très cosmopolite, zone très anciennement urbanisée et qui a connu de nombreux problèmes. Avec un peu moins de 5 000 habitants (environ 4 810). Selon le Bureau Central des Recensements et des Etudes de la Population (BUCREP), la population de Tractafric était de 5 985 habitants en 2005. En considérant le taux de croissance nationale de 2,8% cette population serait actuellement de 7 163. Sachant qu'un ménage dans la ville de Douala est composé en général de 6 personnes, il y aurait, à ce jour, 1193 ménages à Tractafric.

Le système a 32 ménages connectés (dont 10 nouveaux dans la phase du projet évalué), 2 vidoirs publics fermés en l'absence de gestionnaire, 3 fosses septiques (dont 1/projet évalué), 2 filtres (dont 1/projet évalué).

Le projet ENDA   Edéa

La ville d'Edéa

Edéa est une ville industrielle connue principalement pour son industrie de l'aluminium. L'usine fut implantée sur une  le formée par un bras de la Sanaga pour profiter d'une chute d'eau permettant de produire de l'électricité. Ce fut pour cette raison la première ville électrifiée du Cameroun. Il y a aussi une industrie mécanique et une mine de bauxite. Aux alentours de la cité, se trouvent de nombreuses fermes cultivant bananiers, palmiers ou cacaoyers. Au cours de son évolution, Edéa gère son expansion mais n'arrive pas à harmoniser le rythme de sa croissance avec celui, bien plus rapide, induit par la présence d'une unité industrielle de la taille d'Alucam. La ville peine notamment à mobiliser les fonds qui lui seraient nécessaire pour assumer le c t du r equilibrage social.

Au fil du temps, certains quartiers se précarisent. Il n'y a pas de système de collecte des eaux, ce qui crée des problèmes sanitaires importants. En 2005, la ville d'Edéa a connu 4 morts et 61 cas de choléra.

Les quartiers Amour 1 et 2

Les quartiers Amour, entourant le stade, sont considérés comme des quartiers sensibles, à problème en raison de la composition sociologique des lieux et des usages qui étaient fait de l'espace. Cette réputation est lié au site : « A la création de la ville d'Edéa, ce coin n'était qu'un marécage broussailleux où régnaient quelques ébats amoureux, les embrassades clandestines diverses et autres soulagements à la va-vite. Depuis ce temps, habiter ce quartier vous valait des regards en biais de la part de votre interlocuteur d'un autre quartier »⁶.

Les habitants de ce quartier ont noué des relations avec la mairie grâce à la vitalité des jeunes du quartier. En 2004, quelques natifs de cette zone se sont mis ensemble pour nettoyer le lieu dit "Rond point d'amour " où trônait depuis plusieurs années, un vaste garage automobile. Ils ont également procédé au nettoyage des caniveaux et des drains destinés à canaliser les eaux de ruissellement, mais bouchés par les ordures ménagères et autres détritrus. D'autres projets de développement ayant pour but d'améliorer les conditions de vie des populations de ce quartier, sont encours, et pour les réaliser, l'association a besoin de soutien. C'est donc à ces fins qu'elle s'est rapprochée du délégué du gouvernement auprès de la Communauté Urbaine d'Edéa (CUE) qui semble avoir été favorable à cette démarche.

Tableau 6 : Principales caractéristiques du projet ENDA à Douala et à Edéa

	Douala		Edéa	
	Mambanda	Tractafric	Amour I	Amour II
Ménages connectés avant 2008 (projet ONU Habitat-WAC)	-	22	-	-
Ménages connectés depuis 2008 (Projet MAEE-ENDA)	8 (en cours / pas finalisés)	10	12 (5 terminés – 7 en cours)	9 (2 terminés – 7 en cours)
Vidoirs collectifs	2 (pas terminés)	2 (fermés, à réhabiliter par CUD)	2 (1 terminé – 1 pas terminé)	1 (pas terminé)
Fosses septiques	2 (pas terminées)	1	2	1
Filtres sous graviers nu	1 (terminé, reste graviers à mettre)	1 (terminé, reste graviers à mettre)	1	-

6

□ Richard Mbep 2010. Les sentiers initiatiques: exemple des "chambres" mpoo-bassa du Cameroun. Harmattan, Paris

Les deux quartiers comptent moins de 5000 habitants : Amour 1 est moins peuplé avec 1388 que Amour 2 avec 2277 habitants.

LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT : ETAPES DU VOLET TECHNIQUE

Ce chapitre concerne exclusivement les aspects techniques du projet dans les quartiers Mambanda et Tractafric dans la ville de Douala, sachant que les problèmes d'assainissement des ménages sont majoritairement concentrés dans l'agglomération. Étant donnée la pression foncière qui pousse une partie de la population à occuper des terrains inconstructibles, soumis à des inondations, l'impact des crues est plus qu'ailleurs prégnant sur les conditions de vie des habitants.

L'assainissement individuel constitue le mode d'assainissement le plus répandu actuellement à Douala. Les installations les plus utilisées sont les latrines, les fosses septiques et les fosses étanches.

La technologie du projet d'ENDA RUP constituée de fosse septique, de filtre sous gravier nu, de vidoir collectif, de regards dans le réseau, de canalisation d'évacuation en PVC Ø 110 dans le réseau, de vidoir bac dégraisseur, de décanteur, des regards dans les concessions (reliés par PVC Ø 100) est un système innovant et approprié pour les quartiers précaires. C'est une technologie qui répond au problème de traitement des eaux usées de ménages. La présence du dégraisseur et du décanteur dans le système, maximise le processus de traitement.

Etude de faisabilité du projet

L'équipe d'évaluation a noté que dans le cadre du projet, une étude de faisabilité a été confiée au bureau d'étude camerounais « *First Engineering* ». Cependant, le rapport de cette étude ne nous a pas été communiqué (il n'a pas été retrouvé dans les archives d'ENDA RUP, et ce bureau d'étude n'a pas été retrouvé). Toutefois, on note qu'il y a eu dès le début du projet des missions techniques ayant pour but l'adaptation du système d'assainissement des ménages pratiqué au Sénégal. Dans le quartier Tractafric, les conditions du sol ont été plus favorables à des pentes et à une porosité conséquente facilitant les infiltrations des eaux. Ce qui n'est pas le cas au quartier Mambanda où la nappe phréatique se trouve à moins de 50 cm de la surface du sol. Ces conditions du sol, non maîtrisées dans le cadre du projet ont été l'une des origines de manquements constatés à Mambanda. A Edéa, les entrepreneurs affirment avoir fait des études topographiques avant la réalisation des ouvrages (sans toutefois que nous ayons pu consulter un quelconque document retraçant ce travail).

Les études techniques et schémas détaillés d'exécution des ouvrages du système d'assainissement des ménages sont bien lisibles et ont été mis à la disposition des divers

intervenants. Une maquette est disponible et a fait l'objet de plusieurs démonstrations lors des rencontres de sensibilisation des acteurs.

Tableau 7 : Calendrier des procédures et de mise en œuvre des chantiers

	Douala		Edéa	
	Mambanda	Tractafric	Amour I	Amour II
Ouverture et analyse des plis	28 Avril 2009	23 Juin 2009	26 Mars 2009	26 Mars 2009
Démarrage chantier	30 Juillet 2009	30 Juillet 2009	15 Mai 2009	15 Mai 2009
Fin du chantier	-	13 Décembre 2010 (réception provisoire)	-	-

Procédures de sélection des prestataires

Au cours de l'évaluation, nous avons constaté que la commune urbaine d'Edea et les communes d'arrondissement de Douala 2 et 4 avaient respectivement lancé les appels d'offres pour la sélection des entreprises de réalisation des travaux dans les quartiers Amour 1 et 2 pour le cas d'Edéa et dans les quartiers Tractafric et Mambanda. Un dossier d'appel d'offres comportant les spécificités techniques des ouvrages, les caractéristiques détaillées des matériaux a été réalisées et mis à la disposition des entreprises. Les responsables des communes d'arrondissement et entreprises prestataires ont expliqués le déroulement de la phase de sélection.

Les procès-verbaux de passation des marchés tenus avec la collaboration ENDA RUP-Commune font état des entreprises en compétition. Il apparaît ainsi qu'une certaine concurrence a permis de choisir une entreprise.

Tableau 8 : Sélection des prestataires

Commune	Localité	Nombres d'entreprise soumissionnaire	Date dépouillement
Douala IV	Mambanda	6	28 Avril 2009
Douala II	Tractafric	3	23 juin 2009
Edéa	Amour I et II	6	26 Mars 2009

Gestion technique des chantiers

Dans les clauses contractuelles des acteurs du projet, les communes d'arrondissements, devaient apporter une assistance technique à ENDA RUP. Elle est visible non seulement au niveau des consultations des entreprises et des animations dans les quartiers. Un responsable technique a été mis à disposition par les communes. Dans le cadre du suivi des chantiers, cette assistance n'a pas produit les résultats escomptés.

A Mambanda par exemple, les populations locales ayant réalisé les ouvrages de génie civil ont, disent-ils, avoir interpellé en vain les partenaires techniques sur la méthode de construction en zone de marécage.

Enfin, pour la réalisation des travaux, des moules ont été exportés du Sénégal pour obtenir des résultats identiques au Sénégal. Compte tenu du coût de l'opération (frais d'envoi), de l'encombrement (ces moules métalliques sont conservées à la CUD dans un couloir) et du peu d'utilisation, il est à regretter qu'une réflexion n'ait pas été entamée pour définir des modalités et des outils propres au Cameroun, reprenant et adaptant des modes de fabrication déjà existant.

Qualité des travaux

En Afrique un adage dit «*seules les termites déterminent l'habilité du maçon*» c'est-à-dire que c'est à la résistance de l'ouvrage qu'on apprécie les compétences des entrepreneurs.

Sur le plan du génie civil les ouvrages sont faite en parpaing bourrée dans le quartier Tractafric subissent des chocs divers allant jusqu'au début de dégradation des parois. Les canaux d'évacuation en tuyaux PVC DN⁷ 110 pression 3 bars ne résistent pas au choc des motos et piétons qui les traversent. Ceci est lié à des problèmes de maintenance que ce soit au niveau des tuyaux en PVC DN 110, tuyaux qui se cassent, ou de l'entretien du filtre. Par ailleurs, le projet connaît également des piratages d'individus qui tentent de se brancher directement sans demander un avis technique et de faisabilité.

A Mambanda, il ressort qu'aucun branchement n'a été fait pour l'heure, que certains ouvrages sont en train de s'affaïsser faute d'entretien et pour cause de mauvaise réalisation. Les fouilles ont été faites dans les sols marécageux en utilisant une motopompe pour l'évacuation des eaux. Les ouvrages en génie civil ont été mal réalisés. Il apparaît ainsi, que des problèmes se sont posés avec l'entreprise qui, aux dires du représentant ENDA, n'a pas été capable de fournir les hommes et le matériel qu'elle avait promis dans son cahier des charges. Ceci est grandement lié au problème du site inondable et sujet à la remontée des eaux. Ensuite, le mode de fabrication des parpaings a posé des problèmes en termes d'étanchéité. Ce sont des parpaings à trous que l'entreprise a ensuite rempli avec du ciment. Il y a eu un problème d'adhésion entre les matériaux (cette pratique est différente du Sénégal où les parpaings sont pleins).

Depuis leurs constructions, les ouvrages ont été submergés par les eaux et sont tombés. La dégradation dénote le manque d'expérience de l'entreprise de réalisation des travaux et la

7

□ Diamètre extérieur, exprimé en mm.

faiblesse de l'assistance technique de la commune d'arrondissement de Douala IV. Ces ouvrages bien que non achevés sont dans un état de délabrement. Une reprise des constructions doit être faite par une entreprise qualifiée.

A Edéa, le problème de la mise en oeuvre des ouvrages s'est posé de manière importante avec la mort d'un enfant qui s'est noyé dans les fouilles d'une fosse septique en réalisation. Ceci pose la question de la conception de ces ouvrages qui restent ouverts et celle de la gestion des travaux non achevés et de surcroît payée aux entreprises. La CUE et ENDA ont exprimé les condoléances officielles à cette famille éprouvée.

Par ailleurs, on trouve également de nombreux problèmes d'usure à Edéa (dont l'usure des tubes en PVC qui se dilatent au soleil).

L'ANIMATION SOCIALE ET LES BENEFICIAIRES

Les prestataires pour l'animation sociale

Par ailleurs, au cours de la mise en oeuvre du projet, il a été assisté, sur chacun des sites, d'animateurs relais, choisis par le comité FOCAUP avec un salaire de 50 000 FCFA. Ces personnes avaient, selon le contrat qui les liait à l'ONG une prestation de 6 mois, leur demandant d'effectuer : 5 visites domiciliaires par jour, soit 25 par semaine ; au moins 2 séances d'IEC par semaine soit 8 séances par mois ; des groupes de discussion et des visites guidées (pas d'objectifs chiffrés)⁸. « *Ce nombre est important car dans les précédents projets mis en oeuvre par ENDA, quand l'animation était faite en interne, 1 personne pouvait couvrir un périmètre d'action très large. En outre, après 6 mois, les animateurs ont fait le tour en termes de visites à domicile et de focus groups et répètent les mêmes choses. Il est urgent de les mettre sur de nouvelles missions* »⁹.

Ces animateurs ont reçu une formation par une personne appartenant à l'équipe sénégalaise, ce qui a permis de poser les bases du travail d'accompagnement social, sans qu'il y ait eu pour autant un temps de réflexion pour l'adaptation au contexte camerounais.

8 □ Selon les termes des contrats des animateurs locaux.

9 □ Compte rendu de mission de suivi au Cameroun, Projet « Assainissement semi collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone » (ENDA Europe – ENDA RUP), Annelaure Wittmann, ENDA Europe, 29 novembre au 6 décembre 2010

Tableau 9 : Liste des animateurs municipaux et de quartiers

Animateurs municipaux						
	Douala II	Douala IV	Edéa		Bertoua	
1	Boyomo Eugene Camille	Paul Assongwe	Banim Régine Pierrette		Marie Thérèse Bitye	
Animateurs de quartiers						
	Douala II	Douala IV	Edéa		Bertoua	
	Tractafric	Mambanda	Amour I	Amour II	Ekombitié	Yadémé
1	Mekok Ondoua Valere	Jacqueline Moufelie	Alain Claude Essouck	Claude Alain Kana	Beboule Bienvenu	Ndibo Mbarsola Roger
2	Mang Njab Nsas Jacques	Peter Amandoh Njah	Nonga Nkamba Jean Oscar	Moni Nana Josephine	Sylvain Gakol	Akono Gustave
3	Nsas Daniel Rodrique Elvis	Manbagap Ngaffo Justine Aimee	Nyandouma Valerie	Ngo Nyeheg Adjime Deborah		Ndanga Simon

A ces animateurs s'ajoutait l'implication des ingénieurs techniques municipaux et d'animateurs sociaux, rémunérés par le projet selon une motivation de 40 000 FCFA pour deux mois. Cependant, la motivation et l'implication de ces agents a été variable selon les zones d'intervention : « *La dispersion des zones d'intervention du projet ne favorise pas une immersion dans le milieu propre à créer une connaissance des personnes et des conflits internes aux différents quartiers. Cela oblige actuellement à se reposer sur les deux interlocuteurs employés des communes (le responsable des services techniques, et le responsable du suivi de l'ingénierie sociale), ce qui semble être d'une efficacité hétérogène car cela dépend de leur compréhension de l'approche du projet, de leur bon vouloir et de leur capacité à prendre des initiatives pertinentes* »¹⁰.

Une association d'animation est intervenue Douala mais pas dans les autres villes. L'Association pour le développement, l'entraide et la médiation au Cameroun (Adem) a initié des ateliers d'initiation à l'art de la scène¹¹. Les participants profitent gratuitement des leçons de mise en scène et de conte, d'une bibliothèque, des notions de couture et des jeux traditionnels.

10

□ Compte rendu de mission de suivi au Cameroun, Projet « Assainissement semi collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone » (ENDA Europe – ENDA RUP), Annelaure Wittmann, ENDA Europe, 29 novembre au 6 décembre 2010

11

□ Le but de l'ADEM est de venir en aide aux populations défavorisées. On visait les femmes et les enfants. On a commencé par un travail réalisé de bibliothèque puis après on a associé des activités ludiques. On s'est rendu compte que le problème avec les adultes, c'est que nous devons les payer. Ils regardent leurs intérêts individuels d'abord. Il faut même les payer pour qu'ils viennent à nos réunions. On a ensuite focalisé sur les enfants pour éviter ce problème. On est parti du constat que les parents mettent l'accent sur l'école moins sur l'éveil. De ce fait, nous avons exploité des activités d'éveil : dessins et sketches sont des activités phares pour la création. Nous avons donc créé un centre à Logbaba pour accueillir ces enfants, autofinancer sur fonds propres entièrement privés. Ce centre

Au cours du projet, son rôle a été limité à la réalisation d'une pièce de théâtre avec les enfants au quartier Tractafric.

Résultats et difficultés

L'assainissement est devenu une question connue et reconnue par la population. Ceux qui sont connectés sont amplement satisfaits par le réseau. Mais de nombreux persistent dont se font écho les habitants tout comme les autorités. Plusieurs questions prioritaires ont ainsi surgi lors des visites de terrains, les entretiens avec les autorités et les réunions avec la population :

accompagnement avec l'ingénierie sociale :

L'accompagnement a été important, avec la présence d'animateurs et l'utilisation d'outils efficaces comme, par exemple, la maquette. Il apparaît que ce travail a permis de montrer l'importance des questions liées à l'assainissement. Lors des réunions avec la population, dans la liste des problèmes listées et hiérarchisées par les habitants, l'assainissement ménager (des eaux usées) apparaît comme l'un des problèmes vitaux, clairement identifiés. Le travail de sensibilisation a permis de faire connaître et reconnaître ce problème dans les quartiers. Il apparaît ainsi la question prioritaire pour le développement du quartier.

Au cours des réunions avec la population, le constat a été fait que les femmes s'impliquent plus que les hommes dans le projet, bien qu'il faille les solliciter puisque ce sont les hommes qui gèrent le quartier. Cette implication s'est vérifiée lors des activités de sensibilisation (activités théâtrales notamment) ou encore dans l'entretien des infrastructures à l'intérieur des concessions.

En outre, il apparaît que les documents et les méthodes de sensibilisation n'ont pas été totalement adaptés au contexte local. On note ainsi la reprise de document explicatif rédigé au Sénégal, sans une mise à jour local.

accueil sans discrimination toutes les classes sociales. Les enfants qui viennent au centre sont donc suivis et encadrés le temps de leur passage au centre. Les activités d'éveil sont là pour leur permettre de s'amuser et de s'épanouir.

Tableau 10 : Évaluation des problèmes des quartiers¹²

Thématique	Tractafric		Mambanda		Edéa		TOTAL
	Nombre de votes	Rang	Nombre de votes	Rang	Nombre de votes	Rang	Nombre de votes
Eau potable	20	1	13	1	6	3	39
Assainissement ménager	10	4	7	4	11	1	28
Électricité	13	3	8	3	ND ¹³	-	21
Route	17	2	ND	-	ND	-	17
Insécurité / Banditisme	4	5	10	2	2	6	16
Assainissement pluvial	2	7	0	7	10	2	12
Santé / Maladies hydriques	2	6	1	6	3	5	6
Pauvreté	1	8	6	5	ND	-	7
Pollution de l'air	0	9	ND	-	ND	-	0
Chômage	0	10	ND	-	ND	-	0
Habitat spontanée	ND	-	ND	-	2	7	2
Électricité (Éclairage public)	ND	-	ND	-	4	4	4

le choix des bénéficiaires du projet :

A Edéa comme à Douala, le choix du bénéficiaire s'est fait de manière libre et les procédures ont été respectées. Il apparaît que les ménages ont été nombreux à vouloir profiter du projet. Au départ, il fallait supplier les habitants. La difficulté a été de convaincre les habitants de s'impliquer dans la construction du réseau d'assainissement. Cependant, avec les premiers essais et les premiers effets du système, le nombre de demandes a fortement augmenté. Aujourd'hui, le problème est donc plus d'offrir des réponses aux nombreuses demandes et doléances enregistrées.

la participation de la population :

La question de la participation se pose principalement au niveau des travaux, ce qui est compréhensible au vu de l'avancée des travaux. Deux aspects apparaissent. Tout d'abord, la participation effective des habitants aux travaux leur paraît importante et pas assez valorisée dans les faits. C'est un des principaux reproches adressés au projet alors que le contrat avec l'entreprise précise que, dans l'article « Article 12 : Recrutement de la main d'œuvre », « L'entrepreneur est invité à recruter au mieux possible la main d'œuvre local apte aux travaux spécifiques dans le CCPT et résident dans les quartiers bénéficiaires ou dans la périphérie ». Il s'avère que ce point est parfois délicat étant donné les problèmes de qualification des habitants.

¹²

□ Ce tableau des problèmes a été dressé selon les dires de la population. Sur la base d'une liste de problème établi librement avec la population, il est alors demandé à chacun des participants de choisir, parmi l'ensemble des problèmes listés, 3 problèmes qui semblent pour eux prioritaires. Sur cette base, un classement a été établi.

¹³

□ ND signifiant « non déclaré » par la population.

L'autre point important est l'implication dans les travaux. Les habitants, par le biais du Comité de gestion, ont été associés aux réunions de chantier. De ce fait, les reproches peuvent paraître être infondées. Cependant, il apparaît que les difficultés n'ont peut être pas été assez explicitées.

Mais leur avis ne sont pas toujours prise en compte par les techniciens. Dans la ville d'Édéa, particulièrement, les effets induits du projet sont vus comme des effets du projet par les populations. Mais la CUE rassure que se sont des problèmes gérables qui sont déjà budgétisés au niveau de la communauté urbaine.

La question foncière :

L'un des problèmes a consisté à « reprendre » des espaces publics pour construire les infrastructures. Il a fallu l'intervention de la municipalité pour signifier que les propriétaires n'avaient pas de titres fonciers et de droit sur ces morceaux de terre. Les habitants rejetaient l'idée que l'on construise sur leurs emprises. Par exemple, lors de la réalisation du projet, un problème d'acceptation par la population de la construction d'une fosse s'est posé. Il a fallu l'intervention du maire de Douala II pour expliquer à la population. Aujourd'hui, ces éléments sont intégrés au paysage du quartier. Les habitants posent leur linge sur la dalle pour le faire sécher.

On peut craindre qu'avec l'arrivée d'un nouveau projet de la Banque mondiale, indemnisant les terrains pris aux habitants, le principe de l'indemnisation va devoir être appliqué pour la suite des opérations.

l'appropriation de la technologie :

Sur le terrain, on constate que les bénéficiaires nettoient correctement leurs installations. Les bénéficiaires des ouvrages de traitement des eaux de ménages exploitent harmonieusement le système. Ils ont adopté le système. Selon, les ménages bénéficiant de l'équipement, le nettoyage et l'entretien sont faciles et efficaces. Il y a donc vraiment une appropriation de cette technologie qui permet de présenter une maison « *comme chez les blancs* ».

les travaux et l'état des infrastructures :

Cependant, l'état des travaux et des infrastructures entraîne de nombreuses récriminations. A Mambanda, la population s'est « *sentie abandonnée* » lors de l'affaissement de ces infrastructures. Il a fallu un certain temps pour que la Commune d'arrondissement fournisse des déchets de la cimenterie (poussières de ciment) pour combler le fond de la fosse afin d'assurer la stabilité des ouvrages en génie civil. Le chantier s'est alors arrêté mais le lien social entre ENDA et la population ne s'est pas interrompu malgré le découragement.

GESTION ET MAINTENANCE

Coûts de réalisation des ouvrages.

Dans les offres des entreprises retenues pour la réalisation des ouvrages du projet, les prix sont les mêmes que celle des factures adressées à ENDA RUP. Le tableau suivant donne les coûts de réalisations des ouvrages dans les quartiers. Il présente en détails sur le nom des entreprises, les ouvrages, les quantités, les prix unitaire et montant total. Compte tenu des conditions d'accès et de réalisation des ouvrages, les coûts unitaires sont légèrement supérieurs dans le quartier Mambanda par rapport au quartier Tractafric.

Tableau 11 : Coût de réalisation des travaux à Douala (en FCFA)

Quartiers	Entreprises	Désignation des ouvrages/Contrats	Unités	Quantités			Prix unitaire	Prix Total
				Prévus	Réalisés	Restes		
TRACTAFRIC	BUSINES SERVICE CAMEROUN (BSC)	Fosse septique	u	1	1	0	1 294 923	1 294 923
		Filtre sous gravier nu	u	0	1	-	2 597 934	2 597 934
		Vidoir collectif	u	1	0	1	514 536	0
		Regards dans le réseau	u	10	16	+6	89 697	1 435 152
		F et P de PVC Ø 110 dans le réseau	ml	500	300	-	3 000	900 000
		Vidoir bac dégraisseur	u	15	10	5	116 447	1 164 470
		Décanteur	u	15	10	5	165 504	1 655 040
		Regards dans les concessions	u	15	10	5	89 697	896 970
		F et P de PVC Ø 100 dans les concessions	ml	180	120	60	2 000	240 000
		MONTANT / TRAVAUX EFFECTUES PAR BSC : 10 184 489						
CONTRAT DU MARCHÉ : 11 191 149								
MAMBANDA	DJ ŒUVRES SARL	Fosse septique	u	2	2	0	1 575 800	3 151 600
		Filtre sous gravier nu	u	1	1	0	3 156 350	3 156 350
		Vidoir collectif	u	2	0	2	566 870	0
		Regards dans le réseau	u	25	0	25	109 565	0
		F et P de PVC Ø 110 dans le réseau	ml	1 500	0	1500	3 500	0
		Vidoir bac dégraisseur	u	2	0	2	168 465	0
		Décanteur	u	2	0	2	195 070	0
		Regards dans les concessions	u	2	0	2	109 565	0
		F et P de PVC Ø 100 dans les concessions	ml	24	0	24	2 500	0
		MONTANT / TRAVAUX EFFECTUES PAR DJ ŒUVRES : 6 307 950						
CONTRAT DU MARCHÉ : 16 437 015								

Les travaux réalisés à Mambanda ont été orientés vers la construction des ouvrages des systèmes collectifs. Les conditions du sol et la non maîtrise des constructions des ouvrages d'art par l'entreprise DJ Œuvres ont été perçus comme des sources de perturbations et

d'abandon des ouvrages non achevé. Seulement, les évaluateurs s'étonnent de voir que l'entreprise a été payé sans avoir finalisé les travaux et sans aucune atteinte de résultat.

Tableau 12 : Coût de réalisation des travaux à Edéa (en FCFA)

Quartiers	Entreprises	Désignation des ouvrages/Contrats	Unités	Quantités			Prix unitaire	Prix Total
				Prévus	Réalisés	Restes		
AMOUR I	CENTRAL D'ASSAINISSEMENT (C.A Sarl)	Fosse septique	u	2	2	0	1 486 007	2 972 014
		Filtre sous gravier nu	u	1	1	0	2 969 148	2 969 148
		Vidoir collectif	u	2	1	1	516 305	516 305
		Regards dans le réseau	u	52	20	32	109 958	2 199 160
		F et P de PVC Ø 110 dans le réseau	ml	1 000	120	880	2 500	300 000
		Vidoir bac dégraisseur	u	12	5	7	176 183	880 915
		Décanteur	u	12	5	7	174 679	873 395
		Regards dans les concessions	u	12	5	7	109 958	549 790
		F et P de PVC Ø 100 dans les concessions	ml	144	60	84	2 500	150 000
MONTANT / TRAVAUX EFFECTUES PAR C A Sarl : 11 410 727								
CONTRAT DU MARCHÉ : 18 217 402								
AMOUR II	Ets LCDD	Fosse septique	u	2	2	0	1 486 007	2 972 014
		Filtre sous gravier nu	u	-	-	-	-	-
		Vidoir collectif	u	1	0	1	516 305	0
		Regards dans le réseau	u	52	8	44	109 958	879 664
		F et P de PVC Ø 110 dans le réseau	ml	1 000	70	930	2 500	175 000
		Vidoir bac dégraisseur	u	9	2	7	176 183	352 366
		Décanteur	u	9	2	7	174 679	349 358
		Regards dans les concessions	u	9	2	7	109 958	219 916
		F et P de PVC Ø 100 dans les concessions	ml	108	24	84	2 500	60 000
MONTANT / TRAVAUX EFFECTUES PAR Ets LCDD : 5 008 318								
CONTRAT DU MARCHÉ : 13 389 080								

Par ailleurs, l'ensemble des entreprises, sur les différents sites, n'ont pas finalisé les travaux prévus puisque les montants des travaux réalisés sont inférieurs au montant des contrats. Ceci démontre les difficultés des entreprises à mettre en œuvre ce nouveau type d'assainissement.

Tableau 13 : Répartition et coûts des différents éléments du système à Douala et à Edéa (en FCFA)

	Douala		Edéa	
	Tractaftric	Mambanda	Amour I	Amour II
Nombre de ménages bénéficiaires	10	0	12	9
Ratio nombre de ménages / nombre de ménages du quartier ¹⁴	2,51%	0	4,75%	2,63%
m linéaire de réseau	300	0	120	70
Coût / ml	3000 (4,57€/ml)	0	2500 (3,81€)	2500 (3,81€)
Coût vidoir public	514 536	566 870	516 305	516 305
Coût fosse septique	1 294 923	1 575 800	1 486 007	1 486 007
Coût filtre sous gravier	-	3 156 350	2 969 148	0
Coût total travaux	10 184 489	6 307 950	11 410 727	5 008 318
Coût /ménage bénéficiaire	1 018 448.9	0	950 994	556 479

Le système collectif comporte un vidoir collectif non fonctionnel, fosses septiques, regard, filtre sous gravier nu et la canalisation PVC DN 110. Ce système à Tractaftric a coûté au projet par unité à la somme de 10 184 489 FCFA. Ces coûts intègrent les coûts des systèmes communs et des systèmes individuels des ménages. Le système dans les concessions intègre le siège Turc, le siphon S, le regard, le bac dégraisseur, le décanteur et la canalisation de 12 m. Le coût payé à l'entreprise BSC pour réaliser les travaux à Tractaftric est de 1 018 448.9FCFA pour un ménage ou encore, à Edéa 556 479 CFA, cela varie du simple au double en fonction du quartier, en raison du coût du linéaire et des difficultés techniques. I

Pour l'heure, on obtient, pour le moment un chiffre important qui rejoint, voire dépasse les tarifs payés pour les autres systèmes (Même s'il convient de prendre en compte que pour les fosses septiques traditionnelles, les frais de vidange viennent augmenter les frais¹⁵). Il est cependant difficile de tirer des conclusions sur les coûts compte tenu du faible taux de raccordement et que la densification/massification, avec le branchement attendu de 15 à 20 ménages par fosse en condominium, devrait réduire les coûts.

Ratio nombre de ménages / nombre de ménages du quartier

14

□ En prenant comme base, 6 habitants par ménage.

15

□ A Yaoundé et Douala, le coût de ce service de vidange varie entre 30 000 FCFA et 100 000 FCFA. Le coût moyen déclaré par les professionnels du secteur est de 70 000 FCFA pour 8 m³ en 2010.

Tableau 14 : Répartition et coûts des différents modes d'assainissement à Douala

Type d'installation	Pourcentage estimé actuel	Coût de mise en œuvre en FCFA
Fosse septique	25%	200 000 - 680 000
Latrine à fosse étanche à vidanger	Moins de 1%	1 050 000 -1 500 000 ^a
Latrines à fosse sèche	Supérieur à 55 %	378 000- 458 000
Branchement au réseau public	4%	/ ¹⁶
Rejet direct au milieu naturel	15%	15 000

Source : projet GTZ - Mairie de Douala- UE dans le cadre de la Facilité Eau

Comité de gestion et FOCAUP

Le système individuel d'assainissement des ménages sollicite une contribution de 165 000 FCFA par ménage bénéficiaire à collecter en 40 mensualités, et requiert une somme de 500 FCFA géré par le Comité FOCAUP.

Les Comites de Gestion ne fonctionnent pas et l'argent n'est pas récolté dans tous les quartiers visités Ceci pose un problème de gestion collective. Certains attendent cette phase alors que d'autres bénéficiaires disent ne pas avoir suffisamment des moyens pour y participer valablement.

Tableau 15 : Étapes de constitution des Comités de gestion

	Douala		Edéa	
	Mambanda	Tractafric	Amour I	Amour II
Constitution	9 octobre 2009	14 juillet 2009	19 février 2010	19 février 2010
Installation		25 août 2009	27 juillet 2011	27 juillet 2011
Première réunion	21 octobre 2009	5 septembre 2009	4 avril 2012	4 avril 2012

Pour les besoins du projet, des Comités de gestion locaux (Comités FOCAUP) ont été mis en place dans chacun des quartiers. Celui mis en place à Edéa a connu de nombreux problèmes d'installation. En outre, un Comité de Pilotage existe seulement à Edéa ainsi qu'un Comité de Suivi. Il a été au départ choisi de faire un Comité commun pour les deux quartiers, mais en raison de la mésentente, il y a deux comités de gestion pour les deux quartiers.

¹⁶

□ La ville de Douala est dotée de 2 types d'assainissement collectif. Les anciens réseaux du centre-ville et les réseaux situés dans les opérations de la MAETUR et de la SIC. Le premier réseau est largement non fonctionnel et aucun branchement n'est effectué à ce jour. Il est donc impossible de donner une valeur.

Force est de constater que les Comités de gestion ne fonctionnent plus aujourd’hui et attendent le retour du projet pour espérer fonctionner de nouveau. A Mambanda, par exemple, du fait de l’absence de finition des travaux (et de l’absence de raccordements des ménages bien qu’on note que 8 ménages doivent être raccordés dans une prochaine phase pas encore financée), le Comité de gestion ne fonctionne pas normalement. Cela s’est fortement ressenti dans l’évolution des remboursements.

Tableau 16 : Etat des paiements du FOCAUP (en FCFA)

Ville	Quartier	Nom et Prénom du Bénéficiaire	Montant du Contrat	Somme Versée	Somme Restante
Douala	Tractafric	Ongba Mvondo Ferdinand	165 000	5 000	160 000
		Ondoua Anicet		5 000	160 000
		Essomba Elomo Jean		5 000	160 000
		Fosso Andre		5 000	160 000
		Moukema Ngantchang		5 000	160 000
		Oben Emilien Yengu		5 000	160 000
		Petmi Merimin		5 000	160 000
		Ndzemafue Mama Mushro		5 000	160 000
		Toutcha Sandjoma Pauline Awa		5 000	160 000
	Yangoua Jonas	-		165 000	
	Mambanda	-	-	-	
Edéa	Amour I	Madame Tchokouante Agathe	165 000	-	165 000
		Foyer Kouakoua		-	165 000
		Solle Monique		-	165 000
		Som Thomas		-	165 000
		Kengne Elisabeth		-	165 000
		Ntock Emmanuel		-	165 000
	Tenkoua Henriette	-		165 000	
		Amour II		Kom Pascal	-
		Madame Chengui Julienne	-	165 000	
Bertoua	Ekombitié	Bounga Emmanuel	165 000	-	165 000
		Madame Nsouli Judith		-	165 000
	Yademé	Djoro Jeannette Maigonwa		-	165 000

Par ailleurs, la Mission d’Investissement pour la Gestion de l’Épargne et du Crédit (MIGEC SA) a géré les fonds avant que ces derniers ne soient confiés à Ecobank. C’est un établissement de Micro finance (EMF) de 2ème catégorie créé depuis mars 1996 à Douala qui est autorisé à traiter qu’avec des tiers (devant obligatoirement être des sociétés anonymes). Malgré le protocole passé entre ENDA et cette structure, la récolte des fonds n’a pas été faite. On s’aperçoit en lisant le document que le cadre de coopération est flou et ne permet pas de distinguer les responsabilités dans la récolte des fonds des ménages destinés à être mis dans un pot commun, dont l’utilisation future n’est pas précisée pour les habitants.

Cependant, si les recettes sont faibles, on s’aperçoit que, sur le plan financier, les ménages ont les moyens de payer les investissements. Les problèmes de l’avancée ne sont nullement liés

aux finances des ménages mais au circuit financier et à l'absence de fonctionnement du comité de gestion.

Tableau 17 : Dépenses quotidiennes et capacités de paiement des ménages (en FCFA)

Thématique	Tableau des paiements mensuels à Mambanda		Tableau des paiements mensuels à Tractafric		Tableau des paiements mensuels à Amour 1 et 2	
	Paiement mensuel	Moyenne	Paiement mensuel	Moyenne	Paiement mensuel	Moyenne
Eau potable	De 3 000 à 10 000	6 000	De 3000 à 10000	6 000	De 2 000 à 5 000	3 000
Électricité	De 3 000 à 15 000	7 000	De 3000 à 15000	7 000	De 3 000 à 10 000	5 000
Téléphone	De 1500 à 5000	10 000	De 1000 à 5000	3000	De 1500 à 5000	4 000
Câble	3 000	3 000	3000	3000	3 000	3 000
Santé	7500 à 30000		7500 à 30000		5500 à 20000	
Loyer chambre simple	5000	5000	5000	5000	5000	5000
Loyer ³ chambres/salon	35000	35000	35000	35000	25000	25000

Communauté Urbaine et commune d'arrondissement

Les Communautés Urbaines et les communes d'arrondissement travaillent en collaboration dans ce domaine : elles ont été impliquées dès le démarrage du projet avec la signature de protocoles d'accord pour formaliser la relation entre ces deux partenaires. Ceci est particulièrement important à Edéa où la Commune Urbaine est encore jeune¹⁷ et que l'expérience en matière d'assainissement est très faible tandis que les moyens affectés à cette thématique sont également quasi-inexistants.

Tableau 18 : Protocoles de partenariat avec les collectivités locales

Protocole / Convention Communauté Urbaine d'Edéa	17 décembre 2008	
Protocole / Convention Commune d'Arrondissement	Mambanda, Douala IV : le 7 avril 2009	Tractafric, Douala II : le 27 novembre 2008

Ces difficultés, alliées aux problèmes techniques, peuvent en partie expliquer le fait que l'engagement reste faible en termes de pérennisation des actions entreprises, même s'il ne le justifie pas totalement. Un courrier en date du 10 décembre 2010 du Chef du Département Génie Urbain de la CUD précisait que la CUD a prévu « une rémunération mensuelle de 700 000 CFA (8 400 000 FCFA pour douze mois) à une PME qui sera sélectionnée pour cette opération d'entretien. Ce montant sera imputé sur la ligne 2 221 220 du budget de la

17

□ Décret n°2008/018 du 17 janvier 2008 portant Création de la Communauté Urbaine de Edéa.

Communauté Urbaine de Douala pour le compte de l'exercice 2011 ». Jusqu'ici, cette somme n'a pas été débloquée. Il semble que beaucoup de travail reste à faire pour mettre en place un mécanisme pérenne de gestion.

La gestion semble floue et les responsables de la CUE et de la CUD regrettent qu'il n'y ait pas une « remise officielle des équipements » permettant de clarifier la situation. De plus, il n'y a pas de compte d'exploitation prévisionnelle des infrastructures (surtout dans le cadre de Tractafric où l'avancée du projet aurait permis de franchir ce premier pas).

LA FONCTION DE PLAIDOYER

L'arrivée d'ENDA n'a pas motivé pour l'heure un changement d'approche. Cependant, des efforts sont fait pour intégrer cette option dans le Plan Directeur d'Urbanisme à l'horizon 2025 de Douala (2012) et dans le document « Douala, Agenda 21 local ».

Ceci est en partie dû au travail de valorisation et d'information du travail lors d'ateliers d'échange. On note ainsi de nombreuses participations à des conférences au Cameroun :

- participation à un « *Atelier régional sur l'amélioration de l'accès aux services de base dans les quartiers précaires en Afrique Sub-saharienne* » tenu à Douala du 12 au 13 Novembre 2009 organisé par la CUD en collaboration avec la Banque mondiale ;
- participation aux deux éditions (2011 et 2012) des « *Journées de Développement Durable (J2D)* » organisées par la Direction des études, de la planification urbaine et du développement durable de la communauté urbaine de Douala qui consiste à exposé aux populations/publics les projets de développement durable ;
- participation à Yaoundé le 25 Mars 2011 à un « *Atelier national de présentation des axes stratégiques de l'assainissement en milieu urbain et rural* » organisé par le Ministère de l'Energie et de l'Eau du Cameroun ;
- rencontre et visite du projet semi collectif de Mambanda le 14 Février 2012 avec une mission des « *Ateliers de Cergy* », réseau international d'universités, de décideurs et de professionnels de la maîtrise d'œuvre urbaine.

Cette implication et cette détermination à disséminer l'action trouve un écho favorable notamment à Douala dans la conception de nouveaux projets¹⁸ : « *La conception des réseaux d'égouts condominium tiendra compte des leçons tirées des projets pilotes de l'ONG ENDA* ». En outre, « *Les enseignements tirés des interventions appuyées par d'autres donateurs – telles que les systèmes d'égout condominium de petite taille pilotés par l'ONG ENDA à Douala, Bertoua et Edéa, la campagne pour l'assainissement total dirigée par la population et financée par l'UNICEF et les projets d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans les zones rurales et périurbaines financés par la BAD – ont été pris en compte dans la conception du projet.* ». Dans le cadre de ce nouveau projet, la conception des réseaux d'égouts condominium tiendra compte des leçons tirées des projets pilotes de l'ONG ENDA.

18

□ Banque mondiale, Document d'Évaluation de projet concernant une proposition de Prêt Programme évolutif d'un montant de 18,6 Millions de DTS (contre-valeur d'USD 30 Millions) à la République du Cameroun pour un projet d'assainissement Phase 1 (Apl-1) - Cameroun à l'appui du Programme D'assainissement Liquide du Cameroun, Rapport n° : 60615-CM, 27 mai 2011

Afin d'améliorer la coordination des donateurs, des pourparlers ont été engagés avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux pendant la préparation du projet. Les enseignements tirés des interventions appuyées par d'autres donateurs – telles que les systèmes d'égout condominium de petite taille pilotés par l'ONG ENDA à Douala, Bertoua et Edéa, la campagne pour l'assainissement total dirigée par la population et financée par l'UNICEF et les projets d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans les zones rurales et périurbaines financés par la BAD – ont été pris en compte dans la conception du projet.

Par ailleurs, l'implication dans les réseaux permet de renforcer le plaidoyer de l'ONG. Il s'agit de :

- rencontre et visite du projet semi collectif de Tractafric le 9 Avril 2009 avec une « *mission de pré identification d'un projet d'assainissement des eaux usées* » à Douala (*Banque Mondiale*) ;
- participation au « *Lancement du projet de traitement des boues de vidange avec production du fourrage dans la ville de Douala* », le 28 Février 2012 organisé par la Communauté Urbaine de Douala en collaboration avec l'université de Yaoundé I et le financement du programme international de recherches en partenariat Nord-Sud (NCCR North-South, financement suisse) ;
- membre actif du groupe de suivi du projet « *Maîtrise de la filière assainissement dans un écosystème côtier à Douala et les quartiers populaires de Yaoundé – MAFADY-* » qui a pour but de déterminer les actions à entreprendre dans les domaines de l'assainissement des eaux usées et des excréta, les pratiques des différents acteurs pouvant améliorer l'hygiène et la santé humaine dans les zones côtières et les quartiers spontanés des grandes villes tropicales humides au Cameroun. Ce projet est initié par l'ENSP en partenariat avec Douala IV, Yaoundé VI, ERA, IRCOD et ENGEES ;
- contribution à la rédaction du cahier des prescriptions techniques pratiques et de l'assistance technique du volet assainissement en vue de la construction du centre social intersectoriel de Mambanda financé par la ville de Strasbourg et l'assistance de l'IRCOD.

En outre, cette volonté de produire de la connaissance et de valoriser l'approche se traduit par l'implication de stagiaires universitaires de Douala et Yaoundé. Des stagiaires de l'École Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP) et des Instituts de formation (Institut Supérieur de Technologie d'Afrique Centrale - ISTAC) sont encadrés en assainissement notamment le semi collectif pour leurs études par ENDA RUP Cameroun. Enfin, le séminaire de formation sur la GIRE (gestion intégrée des ressources en eau) au Cameroun dans la ville d'Edéa a été tenu du 8 au 10 août 2011, en présence des Délégués de Gouvernement d'Edéa, de Bertoua et de Douala. Il a été présidé par le Préfet d'Edéa et de nombreux responsables nationaux et des collectivités locales du secteur de la gestion des ressources en eau

Au niveau de la Délégation régionale-Littoral du Ministère de l'Énergie et de l'Eau, un appui régulier est porté pour donner une suite au projet. Deux dossiers de financement sont en cours de traitement :

- un dossier ayant pour objet « *Input for preparation of high level meeting of MINEE and MINFI in Washington DC* »;
- une soumission dans le cadre de la réalisation de projets avec l'UNICEF à Douala ;
- un dossier est déposé également dans le cadre du PNUD pour la réalisation de projets au Nord ou au Sud concernant le Programme Village pour le Millénum au Cameroun – PVMC).

Cet appui s'inscrit dans le soutien de la Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide¹⁹ qui évoque largement l'expérience d'ENDA²⁰ et qui promeut l'expérimentation de « Technologies appropriées ». Il conviendra de réaliser les études de faisabilité (sociale, technique et environnementale) du développement de systèmes d'assainissement semi-collectifs.

Au niveau national, c'est le Ministère de l'eau et de l'énergie qui semble le plus impliqué, bien que ces prérogatives dans le domaine de l'assainissement ne sont pas clairement établis. Il apparaît simplement que ce ministère a en charge « *le suivi de la gestion des bassins d'eau* » et le « *suivi et la gestion des nappes phréatiques* » selon le décret n° 2011/408 du 9 décembre 2011. Par ailleurs, ce même décret le stipule que le Ministère de l'Habitat et du Développement est responsable « *du suivi de l'application des normes en matière d'assainissement et de drainage* » ainsi que « *du suivi du respect des normes en matière d'hygiène et de salubrité, d'enlèvement et/ou de traitement des ordures ménagères* ». En outre Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MINEE), responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de production, de transport, de distribution de l'eau et de l'énergie, vient de superviser la réalisation de la Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide²¹. Ce document précise le rôle futur de ce ministère dans la mise en œuvre de la stratégie : « *le Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MINEE) aura pour rôle essentiel:*

19

□ République du Cameroun, Août 2011. Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide, Avec un financement du Programme de Partenariat pour l'Eau (WPP) et de la Banque mondiale

20

□ Les réseaux d'égout de faible diamètre semi-collectifs de type « *condominial* » sont expérimentés par une organisation non-gouvernementale (ONG) à Douala et dans plusieurs villes secondaires. Les branchements sont équipés de dégraisseur et décanteur pour limiter la teneur en matières solides des effluents. Chaque réseau doit desservir 100 parcelles environ et alimenter deux fosses septiques reliées à des plateaux filtrants. Pour le moment, le système le plus avancé est situé à Douala et dessert 30 parcelles.

21

□ République du Cameroun, Août 2011. Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide, Avec un financement du Programme de Partenariat pour l'Eau (WPP) et de la Banque mondiale

a. La promotion de l'assainissement auprès des ménages et des CTD. Dans ce cadre il sera responsable de : (i) de la coordination des campagnes d'information-Education-Communication (IEC) menées en collaboration avec les Ministères de la Santé publique et de l'Éducation de Base et avec l'assistance de sous-traitants spécialisés et d'ONG ; (ii) de la coordination de l'assistance à la préparation de Plans Communaux Stratégiques d'Assainissement PCSA; et (iii) de l'administration des subventions de construction et de dépotage, à titre provisoire, dans les petites villes et les collectivités territoriales décentralisées (CTD) ;

b. La promotion de technologies appropriées et la recherche de la réduction des coûts pour les installations individuelles des particuliers et des établissements publics et pour l'assainissement semi-collectif. Cet effort sera mené en collaboration avec le Ministère chargé de l'Habitat, pour la mise à jour des normes de construction, et d'instituts de recherche technologique camerounais ou régionaux pour l'identification d'options de réduction des coûts de construction des ouvrages ».

LE BILAN DU PROJET ENDA AU CAMEROUN

Un projet novateur et approprié

C'est un projet novateur et approprié. En effet, les projets de ce type, traitant l'ensemble des eaux usées de ménages sont rares à Douala et Edéa (pour ne pas dire quasi-inexistant, mis à part ENDA). Ceux réalisés ont connu d'énormes difficultés et sont parfois directement décrits comme des échecs. Le projet ENDA vient donc apporter une nouvelle approche nécessaire aux problèmes urbains. Le travail mené constitue une première au Cameroun. Il s'agissait de traiter à la fois les eaux usées de ménage et celles des toilettes, ce qui n'était pratiqué par aucun projet jusqu'ici. Même si certains objectifs ne sont pas atteints (notamment à Mambanda/Bonabéri), les résultats obtenus sont importants compte-tenu des moyens mis à disposition (en termes de fonctionnement logistique notamment). Les habitants qui profitent du système sont satisfaits de l'équipement qui permet de réduire les nuisances (olfactives, visuelles et sanitaires). Il apparaît que les sommes demandées à la population correspondent à des coûts supportables par les habitants même si une diminution des coûts d'investissement est nécessaire pour pouvoir permettre de bien distinguer ce système des autres et offrir une réelle plus-value pour des habitants des quartiers précaires.

En outre, un meilleur suivi technique semble nécessaire. Notamment, il importe de prévoir dans la suite du projet les garanties suffisantes pour ne payer que les travaux finis et réceptionner par l'équipe de gestion.

Recommandation : conserver et perfectionner l'approche au niveau technique

Le travail mené constitue une première au Cameroun. Cependant, les références données tout au long de notre travail d'évaluation se réfèrent au Sénégal. Par exemple, des cadres de coffrage ont été expressément importés depuis Dakar à Douala. Ceci ne correspond pas réellement à une approche de technologie appropriée. Il aurait fallu étudier comment, au niveau local, trouver des solutions spécifiques pour aboutir à un résultat similaire.

De même, il apparaît que la connaissance du milieu du BTP reste lacunaire. L'appui des collectivités locales n'a pas permis de ne pas tomber sur des entrepreneurs difficiles à gérer, comme, par exemple, celui de Mabamba. Pour pallier cette difficulté, il est proposé de mettre un dispositif d'appui-conseil (ou de suivi-conseil). Il s'agit ainsi de s'entourer de techniciens locaux pour appuyer la mise en œuvre du projet en précisant, dans les termes de références, son rôle spécifique de conseil, ses phases d'intervention (appui-secrétariat lors de la phase de dépouillement des offres ; appui-conseil lors des réunions de chantier et la libération

d'attachement ; réception provisoire et définitive) en lui demandant de s'engager personnellement pour le bon déroulement des travaux et de motiver par écrit et spécifiquement ces choix. Cet expert devra être agréé par les Communautés urbaines et permettra ainsi au représentant d'ENDA de mieux adapter les méthodes issues de l'expérience sénégalaise en les testant et les validant avec l'ingénieur conseil et les responsables des Communautés Urbaines.

Une fonction de plaidoyer importante

L'implication de l'ONG a permis de rendre visible et lisible une **fonction de plaidoyer importante**. Au Cameroun, il y a une carence de personnel en nombre et en qualification pour exercer les tâches liées à l'assainissement des ménages. Les capacités de maîtrise d'ouvrage restent faibles au niveau des communes en particulier. L'assainissement des ménages n'apparaît pas comme une priorité pour le législateur et les organismes institutionnels qui n'engagent que des actions d'urgence.

Avec l'intervention d'ENDA, l'insertion de la problématique dans le champ urbain se fait sentir aussi bien au niveau de la CUD que dans les quartiers. La compréhension du terme d'assainissement est en train de changer: on ne parle plus seulement d'inondations mais de gestion des eaux usées. Cela se vérifie dans les documents de planification de la CUD (même si beaucoup reste à faire, tout en sachant que presque rien n'avait été fait pour trouver des solutions pour les quartiers précaires...) comme dans les entretiens avec la population.

Le diagnostic de la Stratégie nationale d'Assainissement liquide précise que « *Les avantages de ce système comparativement au réseau conventionnel sont (i) des investissements et des charges d'exploitation moins élevés ; (ii) un niveau de service supérieur à la simple latrine, à moindre coût et nécessitant une plus faible consommation d'eau qu'un système conventionnel. Ce type d'aménagement convient également aux quartiers denses non tramés* »²². Le diagnostic final adopte le principe d'une généralisation du système : « *Le réseau d'égout semi-collectif, au coût comparable à l'assainissement individuel amélioré, sera envisagé pour les quartiers bénéficiant d'une trame urbaine et de logements équipés d'installations sanitaires intérieures lors de la préparation des PCSA* ».

Cependant, il reste un long chemin à faire pour valider cette approche semi-collective tant au point de vue technique que social.

22

□ République du Cameroun, Avril 2011, Stratégie Nationale d'Assainissement Liquide au Cameroun, Rapport Diagnostique, Aspects institutionnels, financiers et techniques, Avec un financement du Programme de Partenariat pour l'Eau (WPP) et de la Banque mondiale.

Recommandation : poursuivre et amplifier ce travail d'expérimentation et de capitalisation

Il reste à poursuivre cet effort de plaidoyer et à continuer à s'insérer dans le réseau qui se met en place à Douala et dans le pays. Cette stratégie doit permettre de conforter la maîtrise d'ENDA de ces projets et de se questionner sur les modes opératoires actuellement à l'œuvre. Ceci permettra de développer des approches méthodologiques propres au Cameroun.

Il reste à poursuivre cet effort de capitalisation, dans l'optique de clarifier la situation des autres sites dans les autres pays du programme afin de distinguer les facteurs culturels locaux. Cette capitalisation passe donc par une meilleure définition des facteurs méthodologiques propre à la mise en œuvre d'un tel projet, des facteurs culturels propre à l'application dans un contexte particulier. Avec cette expérience camerounaise, les différents éléments géographiques, culturels, institutionnels nécessitent donc d'être décortiqués pour mettre en exergue les limites et les difficultés propres à chacun des territoires. La comparaison des contextes camerounais, sénégalais et burkinabé viendrait donc alimenter cette démarche réflexive comparative.

Un projet "trop ambitieux" à recontextualiser

Il apparaît qu'au vu du niveau de départ au Cameroun, le projet a créé beaucoup d'espoir, a ouvert beaucoup de pistes sans avoir parfois les moyens matériels et temporels de finaliser les angles ouverts. La question de la GIRE, par exemple, semble rajoutée à des notions qui méritaient déjà des explications et un travail de sensibilisation énormes (cf. point 1 et point 2). De même, il semble que la clarté n'ait pas été faite avec les différents partenaires sur les objectifs et l'approche du projet. On oscille entre un projet-pilote, une recherche-action (avec la fonction de plaidoyer pour ENDA) et un projet (pour la population et les autorités) avec ses attentes en termes de résultat. Le fait d'avoir ouvert un maximum l'idée qu'il y aurait de nombreux bénéficiaires (nombre de demandes) crée de nombreuses frustrations.

De plus, un travail doit être encore mené pour adapter la technologie et les méthodes de travail au contexte local (notamment pour répondre aux problèmes spécifiques liées au sol de Douala) et les diminuer. Ceci ne correspond pas à une approche de technologie appropriée, et un retour sur cette expérimentation devrait prendre en compte cet aspect. Les coûts importants amènent à revoir grandement et largement les conclusions sur le Cameroun, puisque le système s'avère extrêmement coûteux et peu compétitif face aux autres systèmes. Cela remet en cause l'implantation dans une zone géographique difficile (avec des conditions de sols qu'il faut gérer, des populations moins habituées à des démarches collectives et des entreprises peu aguerries à ce type de travaux).

De plus, il apparaît encore une distorsion trop flagrante dans les coûts par ménage pour un équipement de type ENDA, il conviendrait encore d'améliorer les procédures pour diminuer le coût de revient. Ceci aurait pour effet de pouvoir répondre à plus de demandes et à progressivement démocratiser ce type d'infrastructure dans les quartiers. La gestion des appels d'offres, la définition des travaux et des adaptations techniques pourrait également faire intervenir une expertise externe, permettant de conforter le travail qui se fait avec les ingénieurs des collectivités locales.

Recommandation : finaliser les travaux entrepris avant d'intervenir dans de nouvelles zones

Sans revenir sur l'ensemble des remarques techniques (tuyaux en PVC pas assez résistant, absence d'étude topographique globale permettant de répondre au défi d'un sol marécageux), il semble nécessaire de gagner en crédibilité (auprès de la population) en finissant les travaux entrepris dans les zones concernées. Cette démarche doit se faire avant d'entamer de nouveaux chantiers car il est nécessaire de la faire précéder d'études techniques plus poussées.

Au final, au vu des résultats et du travail qu'il reste à mener à Douala et à Edéa, la pertinence d'aller entamer un nouveau chantier à Bertoua (indépendamment des résultats à Bertoua) se pose. Les objectifs du programme étaient très ambitieux et certainement trop nombreux compte tenu du nombre de sites, d'interlocuteurs et des difficultés inhérentes à des contextes difficiles.

Recommandation : adapter la stratégie

Une fois le bilan tiré, trois stratégies semblent possibles :

- soit faire plus pour diminuer les coûts avec l'idée qu'à terme, ce type de système peut être rentable ;
- soit, en envisageant le système sera difficilement rentable, étudier les alternatives possibles pour mettre en place un système plus adapté aux conditions locales ;
- soit faire les deux : continuer sur les anciens terrains pour voir si on peut rentabiliser le système et diminuer les coûts (avec une économie d'échelle) et, sur de nouveaux quartiers, essayer d'autres solutions qui doivent être au préalable mûrement réfléchies pour répondre aux problèmes locaux.

C'est cette troisième voie, médiane, qui doit être prise pour continuer le plaidoyer, répondre aux attentes des populations et atteindre des résultats. Le projet ne doit pas continuer à s'étendre sans une révision des aspects techniques. Il convient donc de s'axer sur des

objectifs plus clairs en prenant le soin de mieux définir les méthodes et les outils selon les terrains.

L'adaptation du projet initialement réalisé au Sénégal au contexte camerounais s'avère difficile (sous réserve de la visite au Sénégal). Il y a des problèmes d'adaptations techniques (notamment au niveau de Mambanda, zone inondable), d'adaptations socio-institutionnelles. Notamment, la question du "collectif" et de la "collectivité" mériterait d'être repensée pour s'adapter à un contexte plus individualiste camerounais (notamment, aucun vidoir collectif ne marche car il n'y a pas de mode de gestion efficace et/ou approprié). La difficulté réside dans l'implication des structures émanant des quartiers. Ces problèmes sont en partie dus aux enjeux personnels liés à la gestion collective de ces infrastructures : chacun cherche son intérêt au dépend d'un intérêt collectif. Dans ce cadre, l'implication de structure tel que le comité de gestion n'est pas efficace : la légitimité et la représentativité de ses membres sont toutes relatives (et notamment en raison de l'absence de représentation féminine). En outre, la formule actuelle de contractualisation avec des animateurs n'obéit qu'à une politique du chiffre et ne semble pas être efficace en termes d'adhésion et de portée réelle du projet. Elle concourt à déresponsabiliser les animateurs qui justifient leurs actions sur les fiches (rencontres, actions de sensibilisation) sans forcément prendre le temps de s'adapter aux modes de vie de la population et de s'impliquer dans la bonne réussite du projet. En outre, cette méthode aboutit à une « sur » exposition du représentant ENDA, qui se retrouve souvent être le seul à justifier le projet face à une position en situation d'acteur et une collectivité peu engagée.

Recommandation : repenser la méthodologie sociale, institutionnelle et technique pour l'adapter au contexte

La spécificité du contexte du Cameroun doit inciter à repenser la méthodologie. Dans ce sens, il convient à ce niveau de repenser les méthodes d'implication de la population en s'adaptant aux usages et coutumes des habitants, propres à chacun des quartiers.

Il convient à ce niveau de revoir le dispositif pour inclure des formes plus souples : démarchage auprès des habitants le soir lorsque les personnes sont à la maison, activités en journée pour les enfants, implication dans la vie du quartier en dehors du projet lors de réunion des responsables, ...

De même, il est important de s'inspirer des actions menées par d'autres acteurs (dans un sens positif comme négatif) pour tirer des bilans et prendre en compte des méthodes d'actions locales, afin d'éviter de plaquer des actions qui peuvent porter leurs fruits au Sénégal sans qu'elles ne soient repensées. Dans ce sens, il serait intéressant de s'impliquer plus fortement dans le travail mis en œuvre par Doual'Art, ayant recours à des artistes pour les faire

intervenir dans les quartiers, ou encore à l'IRCOD, institution avec laquelle des animations communes sont largement envisageables (et notamment à Douala).

Un monitoring à consolider et un renforcement institutionnel

Dans la continuité de la recommandation précédente, il apparaît qu'il n'y a pas de cadre précis pour l'action du responsable ENDA dans son travail quotidien. L'approche dynamique dans laquelle s'inscrit le travail d'ENDA RUP est bouillonnante et donne parfois l'impression que le représentant est sur tous les fronts à la fois, sans hiérarchiser les objectifs principaux, sans prendre le temps de voir quelles sont les tâches prioritaires. Il semble ainsi difficile d'avoir une approche en temps réel de l'avancée des actions mises en œuvre car, dans le feu de l'action, plusieurs éléments sont traités de manière concomitante. Il manque un tableau de bord financier, un tableau de bord technique (avec les tâches / objectifs), un tableau de bord opérationnel (avec un suivi des résultats).

Recommandation : établir des objectifs clairs et des outils de suivi plus adaptés

La multiplication des sites entraîne, de fait, un éparpillement de l'intervention qui n'a pas toujours été compensé par une rigueur dans le suivi des activités. L'expérience des acteurs a permis de combler ces lacunes largement. Cependant, ce travail a dû se faire en déconnexion totale des autres sites dans les autres pays. Cette recommandation rejoint le souci de la simplification. Il s'agit de mettre en place des outils de suivi du projet permettant de repérer les phases sensibles, la cohérence des étapes en prenant en compte les étapes préalables.

Un tableau de bord / chronogramme adaptatif devrait être mis en place dès le démarrage. Il permettrait de :

- > fixer un cap pour mieux articuler les objectifs avec les actions à mettre en œuvre, donnant ainsi des repères aux différents acteurs ;
- > coordonner les actions en fixant les actions prioritaires, qui constitue des préalables pour la mise en œuvre d'autres actions ;
- > marquer les temps forts importants pour le projet qui nécessitent l'implication d'une pluralité d'acteurs.

Ainsi, cinq axes majeurs devraient apparaître dans le calendrier, essentiels au fonctionnement de la structure local d'ENDA :

- > l'animation sociale ;
- > le renforcement des capacités ;
- > les travaux : de la phase de conception à la finalisation ;

- > le financement / microcrédit ;
- > le plaidoyer.

Ce travail de clarification permettra également de définir plus clairement les relations avec les partenaires en clarifiant les responsabilités, les délais et les engagements de chacun des acteurs.

Dans le même sens, la question de la stratégie de développement se pose au Cameroun. Il faut donc prévoir les moyens de développer une institution locale propre pouvant, sur la base des échanges, des pratiques antérieures, pour qu'ENDA-RUP Cameroun ait une stratégie locale adaptée au contexte camerounais.

Recommandation : institutionnaliser et renforcer l'équipe

Ce changement passe par le renforcement de l'équipe à deux niveaux :

- au niveau administratif, il semble nécessaire de déléguer cette tâche à une personne spécifique, n'ayant qu'un rôle de secrétariat, permettant au coordinateur de dégager du temps pour les tâches de représentation, de plaidoyer et de gestion institutionnelle ;
- au niveau du terrain, la délégation à des employés sous le format actuel ne semble pas satisfaisante. Le lien entre le coordinateur ENDA et les personnes ressources manque de clarté : il n'y a pas un lien de subordination efficace permettant de déléguer le suivi local, de décharger et de projeter le coordinateur des difficultés d'un contexte local difficile (par nature, car ce sont des quartiers précaires).

Ces quelques changements, pas forcément coûteux (on peut envisager un appui de la Communauté Urbaine de Douala pour le secrétariat et une formule d'appui d'un expatrié ayant le statut de volontaire) mais permettrait de clarifier le positionnement et l'image d'ENDA. Elle diminuerait la dispersion des activités du coordinateur et « l'exposition » de ce dernier vis-à-vis de la population et des autorités. Un tel recul est nécessaire pour lui permettre de tirer des leçons, de valoriser le travail, de montrer des projets, tâches auxquelles la personne en charge du projet s'active actuellement mais qui sont noyées au milieu d'autres urgences.

La pérennisation à travailler : un projet au milieu du gué

Pour l'heure, il s'avère encore impossible de penser à la pérennisation. L'évaluation ne pouvait pas se porter sur le fonctionnement des Comité de Gestion et/ou des infrastructures en raison du trop faible nombre de réalisation. Cependant, d'ores et déjà, il est nécessaire de penser à la fin du projet et de prévoir le cadre de gestion futur, impliquant tout aussi bien la Mairie que le Comité de gestion. Un des actes fondateurs de cette passation devrait être la remise officielle des infrastructures et de la liste des bénéficiaires. Mais, dans le même temps, il serait

nécessaire de définir un cadre de gestion avec des responsabilités propre à chacun. Un document cadre devrait être préparé. Par ailleurs, il convient de reprendre totalement la gestion du FOCAUP en spécifiant clairement les attentes d'ENDA (suivi personnalisé des bénéficiaires). Sans cela, les installations du projet risquent de rester dans un état déplorable sans même avoir fonctionné correctement.

Recommandation : formaliser le cadre de gestion

Pour compléter cela, il convient également de repreciser le rôle et la place d'ENDA. Dans ce sens, il apparaît qu'il y a beaucoup d'actions liés à la sensibilisation de la population, étape préalable et nécessaire dans laquelle ENDA compte de multiples expériences, mises en œuvre dans le projet. Cependant, il apparaît dans ce projet qu'une démarche et qu'un positionnement en termes d'intermédiation sociale est nécessaire. Il s'agit bien, dans l'optique de pérenniser les équipements, de jouer un rôle d'intermédiaire entre la CUD/Commune (le schéma est plus simple à Edéa et Bertoua sans commune d'arrondissement) et les habitants. Ceci concourrait à préciser le schéma de gestion future. Chacun a des responsabilités différentes : l'objectif est une appropriation des infrastructures par la population tout en laissant l'entretien à la charge du maître d'ouvrage, propriétaire de ces infrastructures

ANNEXES : COMPTE RENDU D'ENTRETIENS ET DE REUNIONS

Dr Ives Magloire KENGNE, Enseignant chercheur WASTE WATER RESEARCH UNIT Université de Yaoundé I

M. Ambroise HAKOUA , Statisticien-Démographe BUCREP Yaoundé

M. Eric FORCE, Responsable environnement et développement Durable Ambassade de France Cameroun

Liste des personnes rencontrées à Douala

M. Paulin TCHUENBOU, IRCOD

M. LAMI, Chargé d'Études à la DEPUDD-CUD, ancien Chef de Département génie urbain,

M. Alain GBAMAN, Chef du Département génie urbain à la DGT-CUD,

M. Aymard METEKE, Chef de pole environnement et Développement durable à la DEPUDD-CUD

M. Jean YANGO, Directeur DEPUDD

M. Paul MANBAGAP, 2^{ème} Maire Adjoint de Douala IV

Mme Denise FAMPOU, Maire Commune d'arrondissement Douala II

M. Moïse WOLOUNWO, chef service d'hygiène, de salubrité et environnement de Douala II

M. Job Salomon BILLONG, Entrepreneur (BSC), responsable des travaux à Tractafic

M. Jules Maximilien FOSSI, Directeur Général MIGEC

M. Jean-Pierre BEBE, Président Association pour le Développement, l'Entraide et la Médiation (ADEM)

M. Jean-Marcel MOUKOKO, Communicateur à ADEM

Liste des personnes rencontrées à Edéa

M. NZOKE Dieudonné, Délégué du gouvernement auprès de la CUE

M. NYOBE Samuel, Secrétaire Général de la CUE

M. MASSO Pierre Oscar, Chef de Département des Services Techniques CUE

Mme. BANIM, Animatrice et Assistante du SG de la CUE

M. NDJEBET Serge, responsable technique entreprise prestataire C A Sarl

Mme LOGMO Alvine, Entrepreneur prestataire entreprise LCDD

Lors de la réunion technique du lundi matin à la CUD, la mission d'évaluation a présenté son travail et les objectifs recherchés. Il a été donné comme consigne aux agents de répondre à nos sollicitations et aux questions que l'on souhaitait poser.

Mission à Edéa

Deux missions se sont rendues à Edéa. Il y a tout d'abord eu une mission conjointe des deux évaluateurs. Ce travail a permis de prendre contact avec les autorités et de visiter les sites pour comprendre les difficultés. Une deuxième mission, du consultant local, a permis de discuter avec la population et les entreprises.

Cette seconde phase a nécessité du temps car le dialogue était rompu entre le projet et les habitants. Il a donc fallu beaucoup de temps de sensibilisation et de négociation pour rentrer en contact avec les habitants se sentant abandonnés par le projet.

ENTRETIENS À DOUALA

Les techniciens de la Communauté urbaine de Douala

La question de l'assainissement à la CUD

Avant le projet, l'assainissement a été longtemps vu comme la gestion des eaux pluviales. Avant qu'ENDA arrive, les responsables de la CUD parlaient très peu des eaux de ménage.

Il n'y avait alors aucune action particulière au sujet des eaux usées. Il existait juste quelques dispositions pour les vidangeurs. Ces derniers ont des tuyaux pouvant aller de 200 à 300 mètres, notamment dans les quartiers précaires. Pour évacuer les déchets, un lit filtrant a été créé dans la zone du bois des singes et des taxes pour l'entretien de ce lieu et pour l'exercice de cette activité ont été mises en place.

A la CUD, le budget de l'assainissement représente 2 milliards FCFA du budget de la CUD, pour la quasi totalité réservée pour les eaux pluviales. Cette somme se décompose comme suit : 1 milliard pour le curage des drains, 500 millions pour la construction de dalots et ouvrages d'art pour l'écoulement des eaux, 500 millions pour l'entretien.

Il y a tout de même eu dans le SDAL un chapitre sur cette partie mais rien n'a été fait. Cela tient en partie au fait que cette compétence « assainissement des eaux usées » n'a pas été attribuée dans l'organigramme à un service. Le service hygiène n'a en charge que le volet répressif de l'assainissement sans prendre des mesures pour appuyer la population. Dans le nouvel organigramme, cela devrait changer : il devrait y avoir un Département assainissement avec un service « eaux pluviales » et un service eaux usées.

Depuis les projets d'ENDA et de la GTZ, deux projets viennent traiter de cette question. Un gros projet de la Banque mondiale est en train de se monter. Il vise notamment à reprendre la technique d'ENDA.

Bilan du projet GTZ

Concernant le projet GTZ, il comportait deux volets. Le premier concernait l'approvisionnement en eau potable de la ville, ce qui est une réussite. Le deuxième concerne l'assainissement, ce qui est un semi-échec. L'assainissement des déchets a été une action efficace avec la multiplication des zones de collectes de déchets et la mise en place d'associations en charge de pré-collecte. Certaines mairies ont continué à suivre le processus et à remplacer les bacs quand c'est nécessaire.

Concernant l'assainissement liquide, la promotion des latrines à caissons étanches a été un problème épineux. Si l'ensemble des travaux ont été réalisés, il n'y a pas eu d'appropriation de ces latrines. Leur coût de revient était de 1,6 millions FCFA par latrine, pour lesquels les

bénéficiaires devait financer 10%. Les problèmes ont été importants en particulier à Mambanda où des ajustements ont nécessaires :

- l'aménagement des installations : les caissons enfouis initialement ont été installés en hauteur, en raison des inondations et du sol, avec des escaliers. ;
- l'absence de réponses à l'ensemble des demandes : l'offre n'était pas adaptée aux nombreuses demandes. Beaucoup de demandes avec 14 fosses par quartiers sur 6000 ménages que compte Mambanda ;
- la contrainte de l'espace et du foncier : Il y a eu des contraintes d'espace. Par rapport au foncier, il y a eu des problèmes d'espace.
- l'inefficacité des comités de gestion : Certains ont été dissout en raison de fonds détournés. Les nouvelles équipes ont eu des problèmes de légitimation. Ils ont été noyés par les anciens.
- faiblesse d'implication institutionnelle : l'implication des mairies est variable. Il y avait peu d'implication à la Mairie de Douala II et une forte implication de Douala IV.

Implication de la CUD dans le projet

Plusieurs niveaux d'intervention de la CUD dans le projet sont évoqués.

Il y a eu dès le démarrage du projet une implication forte de la CUD qui s'était engagé à suivre la mise en œuvre. ENDA a fait ce choix dès le départ. A la différence d'autres projets, où les gens vont d'abord voir le Délégué qui nous les renvoient ensuite pour que nous traitions une demande, les responsables d'ENDA ont d'abord cherché à rencontrer le service assainissement. Après, ils sont allés voir le Délégué avec les techniciens pour présenter leur projet.

Après, dans le choix du site, la CUD a aiguillé le projet. Il y avait à l'époque (2006) trois raisons principales pour choisir les quartiers :

- très bonne relation avec le Maire de Douala II
- forte résurgence du choléra : les responsables d'ENDA ont visité les terrains en pensant à l'épidémie de choléra qui avait touché Douala en 2004. Tractafic et Mambanda ont été gravement touchés
- travaux préalables de la GTZ dans ce quartier : un projet de la GTZ avait commencé des actions..

Par la suite, l'un des agents de la CUD a été en charge du suivi des projets à Douala et Bertoua. Il déclare avoir été sensibilisé en allant au Sénégal et au Burkina. En observant les résultats, il a compris encore mieux les objectifs mais il a dit avoir continué à apprendre en faisant. Depuis la fin du projet, il n'y a plus une personne spécifique pour le suivi mais le responsable de la CUD se dit disponible pour recevoir le responsable ENDA quand il y a des problèmes.

Pour l'entretien des équipements revenant à la CUD qui est maître d'ouvrage., les agents sont conscient qu'ils doivent travailler avec le Comité de gestion. C'est pourquoi de l'argent pour l'entretien a été affecté. Concrètement, dans le budget 2011, 11 millions ont été affectés à l'entretien des travaux réalisés par ENDA. En 2012, cette somme a été portée à 100 millions de FCFA, prenant en compte à la fois les travaux d'entretien des ouvrages réalisés par la GTZ et ceux d'ENDA.

Problèmes du projet

Cette technologie et sa mise en œuvre nécessitent de résoudre un certain nombre de problèmes :

1. Implication des populations bénéficiaires dans l'amélioration de leurs conditions de vie : c'est une tâche souvent difficile de constituer des comités locaux, de faire participer la population au projet. La difficulté réside notamment dans le fait de faire payer la population. Les habitants ont accepté le projet, adopté la technologie. Cependant, ils n'arrivent pas à payer. Dans le cadre du projet Banque mondiale, il est envisagé que les superstructures soient à la charge des bénéficiaires ;
2. Problème propriétaires / locataires : c'est une des difficultés d'impliquer le propriétaire dans la démarche. Il faut tout d'abord le trouver et lui faire comprendre que cela va de son intérêt de mettre en œuvre une telle démarche. Comment s'arrange-t-il après avec son locataire ? Augmente-t-il le loyer ? C'est une des difficultés.
3. Implication de la Mairie : il faut clairement spécifier la répartition des compétences. C'est le maire qui gère les eaux usées. Seulement, ce n'est pas politiquement rentable de s'occuper de cette problématique. Un forage, un puits, c'est une action visible et c'est profitable. Mais l'assainissement, cela ne se voit pas et cela entraîne bien souvent des problèmes de voisinage.
4. La question foncière : le problème foncier se pose également. Les habitants rejettent l'idée que l'on construise sur leurs emprises. Cependant, personne ne les autorise d'être là où ils sont car ils n'ont pas accès à la propriété foncière. Donc, c'est difficile de leur proposer un équipement dans ce cadre. En plus, le problème se pose pour les équipements collectifs. Il convient de libérer les terrains pour les installer. C'est le rôle de la mairie. Après, dans le cadre du projet de Banque mondiale, CAMSAN, il va y avoir des indemnités pour ces espaces qui vont être pris sur des parcelles occupées. Cela va créer un précédent avec lequel ENDA va devoir s'adapter (tout au moins, les collectivités locales qui travaillent avec ENDA).
5. Entrepreneurs : c'est une vraie difficulté d'employer des petits entrepreneurs locaux qui ne sont parfois pas capables d'assumer de tels chantiers. Dans le cadre de la Banque mondiale, il est prévu de confier le tout à des grosses firmes. C'est à elles de sous-traiter les opérations à des petits entrepreneurs et de gérer leurs contrats.

L'Agenda 21 et la question de l'assainissement

L'Agenda 21²³ a pour rôle de définir des projets de taille modeste faciles à mettre en œuvre sur le budget de la CUD et faciles à suivre à l'échelle annuelle. Il n'aborde pas directement la question de l'assainissement.

Cette dernière est traitée dans le chapitre « *Préservation de la ressource en eau et de la biodiversité* ». Thème 3, Objectif 10, Action 21 : Élaborer et mettre en œuvre un plan d'assainissement de la ville : « *L'assainissement de la ville comprend 3 volets : le drainage des eaux pluviales, l'évacuation des eaux usées et la gestion des ordures ménagères. La disparité de l'équipement entre les arrondissements étant très forte, il s'agit d'effectuer des aménagements, d'assurer la gestion et l'entretien des réseaux au travers de solutions innovantes d'assainissement.* » Pour sa réalisation, les participants ont donné leurs problèmes puis les ont hiérarchisés. Il apparaît que l'assainissement est d'abord vu comme le traitement des problèmes liés à l'eau de pluie et aux inondations. C'est un des premiers problèmes manifestés par la population. La lutte contre les maladies vectorielles n'apparaît qu'à la 15^{ème} position.

23

□ L'Agenda 21 a été élaboré avec la participation de la population selon le processus suivant : 1. phase diagnostic : cette phase est réalisée à partir des documents existants. Il s'agissait de regrouper l'ensemble des études pour avoir les éléments nécessaires à la compréhension globale du cadre d'étude ; 2. phase de consultation/ dialogue populaire : cette phase a été réalisée avec des groupes différents (jeunes / opérateurs économiques / femme) ; 3. phase de synthèse.

Rencontres avec les entrepreneurs

Les entrepreneurs qui ont travaillé pour le projet ENDA parle d'un projet d'évacuation des boues après traitement. C'est un travail important à plusieurs titres :

1. pour la lutte contre le choléra : Douala est une zone plate qui rend l'assainissement complexe. Il faut traiter l'assainissement en profondeur. Le choléra est un phénomène important dans la ville. Les déchets remontent en surface. Le système fonctionne avec une fosse pour le traitement et un décanteur pour récupérer l'eau (filtre sous gravier nu). Cela permet la récupération des eaux de cuisines dans un bac dégraisseur mais aussi les autres eaux grises. Il faut cependant un minimum d'entretien tel que l'extraction de la graisse.

2. pour l'évacuation des déchets : dans les quartiers précaires le problème d'accès des camions pour l'évacuation se pose. Il faut bien souvent faire une élévation en hauteur pour éviter qu'en cas de fuite, il y ait un mélange entre les eaux de la nappe et les eaux grises.

Dans le cadre des travaux menés, il a été nécessaire de mettre au point un certain nombre d'adaptations en raison du fait que c'est une zone marécageuse. Il a ainsi été nécessaire d'ajouter des adjuvants, d'utiliser un filtre polyane pour éviter que l'eau extérieur ne rentre dans les bacs, ajouter une couche de barbotine et faire un bon ferrailage pour éviter les poussées latérales plus intenses et plus fortes

Pour bien comprendre le projet, un certain nombre d'échanges ont été nécessaires. Il a pu voir des vidéos sur les réalisations au Sénégal ou encore observer la maquette pour bien comprendre.

Rencontres avec les autorités locales

Implication et dans la prise en compte de la question de l'assainissement

Les autorités de Douala 2 estiment s'impliquer fortement pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers. Cela se voit aussi bien au niveau des eaux usées et fosses septiques collectives qu'au niveau du problème des caniveaux. Elle reçoit de manière générale de nombreuses plaintes liées aux eaux usées sur la chaussée, quotidiennement (au delà du quartier de Tractafic).

A Bonabéri, la situation est différente. Le niveau d'eau est très élevé. Les aménagements de rigoles et de toilettes appropriées sont nécessaires pour la population. Hors, jusqu'ici, rien n'a été fait pour la population. Les travaux routiers sont même parfois créateurs de nouvelles difficultés : on refait la route en bouchant les rigoles ! Un des gros problème est le choléra qui a beaucoup secoué Douala et en particulier Douala IV qui compte 75% des cas de l'ensemble de la ville. Le sol est tellement humide que cela rend difficile la construction même des maisons. On est au début du processus d'urbanisation. Pour moi, l'assainissement de cette partie de la ville est à peine commencé. Et quand il n'y a pas de routes, comme c'est le cas à Mambanda, c'est difficile de mener des actions d'assainissement. Les habitants et les autorités construisent des routes pour accéder aux différentes parcelles. L'endroit où ENDA faisait le travail, les toilettes sont faites dans des pneus. Bien souvent, les enfants jouent dans les eaux usées lors de la marée haute. Les gens utilisent des pneus pour faire leur besoin. On les encourage à faire des buses qui coûtent 8000 FCFA. Si l'on met une dalle sur ces buses, cela évite que l'eau emporte les matières fécales lors des grandes eaux.

Assainissement et budget local

Le budget communal pour l'assainissement de Douala 2 est d'environ 100 Millions de FCFA en matière d'assainissement dans le budget communal. Ce montant correspond principalement à des infrastructures en termes d'assainissement des eaux de pluie, rien en termes d'assainissement des eaux usées. Le financement pour l'assainissement dans le budget correspond environ à 60 millions : cela correspond à des investissements pour les rigoles, les dalots, les eaux pluviales.

Implication des autorités locales dans le projet

Concernant le projet et l'implication de la commune de Douala II, contrairement au PDUE qui se fait avec les communes, le projet avec ENDA a été fait avec les habitants. Si le projet avait été mené par la mairie, le projet ENDA aurait eu moins de problème. La mairie aurait pu prendre le projet en charge pour gérer les habitants, connaissant la mentalité des habitants qui critiquent souvent au départ puis, avec le temps, apprécient. Elle se réfère alors au PDUE pour lequel il a fallu gérer la résistance face à la casse d'un certain nombre de maisons puis,

aujourd'hui, les gens collaborent à l'évolution du projet et ont compris la nécessité de casser un certain nombre de maisons pour faire passer les emprises des drains.

Financement de l'assainissement et du projet

Certains maires estiment que les mairies auraient pu prendre en charge la part de l'investissement financier demandé aux habitants. Ce problème fait écho au fait que le projet est mené par des sénégalais qui n'ont pas forcément compris la mentalité locale qui varie d'un pays à l'autre. A Douala, les habitants aiment critiquer. Si l'on était passé par les mairies, on aurait pu imposer un certain nombre de choses par la suite aux habitants. Au lieu de cela, le Maire estime que la Mairie n'a été associée que lorsque la population est devenue réticente. Il aurait fallu avoir l'aval de la mairie dans le choix des leaders d'opinion. La population aurait alors été sensibilisée. Au lieu de cela, les habitants impliqués sont ceux qui n'ont aucune audience auprès de la population.

Les communes ont participé au projet aussi bien par la donation de terrains, la donation de techniciens. Cependant, on observe un turn-over des agents en charge d'appuyer le projet. Certains sont critiqués pour ne pas avoir bien fait leur travail et ont été enlevés avant que d'autres agents qui travaillent de manière plus ponctuelle soient installés. Dans une mairie, il n'y a plus d'agents Chefs Service Technique directement installés dans la Mairie. L'ancien agent a été remplacé par un nouveau, le Chef Service technique régional, ayant ses bureaux à Bonanjo qui remplace provisoirement le Chef service technique de la mairie. Dans les deux villes, les agents qui ont travaillé dans le cadre du projet ne sont plus les mêmes concernant l'aspect social.

Aspects techniques

Les maires estiment qu'il y a eu une série d'erreurs dans le projet :

- erreurs sur l'étude terrain : on n'a pas assez pris en compte les spécificités de la zone, notamment du fait que ce soit une zone inondable. Le devis a été fait pour une zone non marécageuse. Il n'y avait pas de prise en compte de cette situation lors des pré-études ;
- mauvais suivi de chantier : cela n'a pas été suffisamment contrôlé.

Dans l'une des mairies, le problème dans la gestion du chantier s'est posé avec l'absence de fiabilité de l'entrepreneur. Il a gagné le marché sur le papier sans faire de problèmes mais n'a pas pu assurer la mise en œuvre des travaux dans leur totalité. Même si les ouvrages hors des marécages ne sont pas tombés et sont résistants, les ouvrages dans les marécages sont tombés deux fois. Il faut un technicien, spécialisé dans le génie civil pour réussir de bons ouvrages. La GTZ avait échoué dans la forme de l'utilisation des latrines et du modèle proposés. Pour le projet ENDA, l'un des maires se demande : « *est-ce que le projet va voir le jour bientôt ?* ». L'autre estime que le projet n'a pas réellement avancé ni fini.

Délégation Régionale du Littoral, Ministère de l'énergie et de l'eau

Cette rencontre avec les autorités nationales était importante : c'est l'une des personnes clés dans la gestion de l'assainissement (et notamment ce ministère) alors que le problème reste encore peu traité au niveau national. La stratégie nationale est ainsi l'une des nouveautés au Cameroun.

Le projet ENDA est une réponse à une combinaison des problèmes sur le terrain. Cela va dans le sens de l'économie de moyens et de la préoccupation de l'environnement. C'est un pari que d'imposer une telle technologie dans une ville comme Douala. Cela a pourtant sa place dans cette ville, en utilisant les voies de circulation existantes. Le problème des fosses septiques est de trouver des espaces communs pour l'implantation et de résoudre les questions liées à l'hydrographie et la topographie. Il sera nécessaire peut être pour certains ouvrages d'installer des pompes flygt, fonctionnant avec des petits panneaux solaires.

Dans le cadre du Programme Villages du Millénaire au Cameroun (PVMC), le PNUD constitue l'une des potentiels pistes pour fournir des financements pour ce type de projet. C'est une perspective intéressante, pour le projet.

De même, il serait intéressant de réaliser un atelier pour partager l'ensemble de ces techniques.

Institut Régional Coopération-Développement

L'IRCOD se déclare à double titre intéressé à double titre par le projet ENDA.

D'une part, à Mambanda, l'IRCOD a appuyé la construction d'un centre socio-communautaire. L'entreprise retenue a raté le dispositif d'assainissement du centre social. Les travaux ont été mal réalisés et on cherche un nouveau moyen pour finaliser le traitement des eaux usées du centre. Nous sommes donc intéressés à étudier et mettre en œuvre avec ENDA ce dispositif au niveau du centre. Le système d'ENDA pourrait nous permettre d'avoir une solution applicable rapidement. Par ailleurs, il est vrai qu'ENDA pourrait participer aux activités du centre en faisant des animations autour de son projet et de la thématique de l'assainissement. Cela ferait à la fois vivre le centre et à la fois contribuer à parler de cette problématique importante dans le quartier ;

D'autre part, l'IRCOD participe à un projet de recherche-action Maîtrise de la filière assainissement dans les zones côtières de Douala et les quartiers populaires de Yaoundé (MAFADY) dans lequel ENDA est associé au comité de suivi. Le constat est la difficulté d'avoir des latrines étanches dans les quartiers tels que Mambanda : les habitants construisent des latrines en superposant des pneus. L'autre problème, pour ceux qui construisent des fosses, est celui de la vidange et de l'accessibilité pour les camions.

L'objectif principal est de déterminer les actions à entreprendre pour améliorer l'hygiène et la santé humaine dans la zone d'étude à travers l'amélioration :

- de l'assainissement des eaux usées et des excréta : dans ce dernier cadre, l'idée est de construire des fosses étanches soit complètement enterré, soit à moitié enterré/ moitié aéré. Le chiffrage de ces deux types d'équipements est parti de la typologie de la zone du projet, soit 250 000 FCFA investi progressivement par ménage;
- des pratiques des différents acteurs concernés : il y a une logique concertation entre les acteurs de l'assainissement. A Douala, on trouve ainsi l'IRCOD, ENDA (Tractafic, Mambanda), les Communes, la CUD, les Délégations régionales des Ministère de l'Eau et de l'Energie et du Ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du Développement Durable.

Phase pilote : 3 ans avant la première réalisation concrète. C'est une phase d'étude et d'analyse avec l'implication d'enseignants chercheurs, de doctorants de l'ENSP/ENGEES. La phase suivante sera celle de la construction de 25/30 fosses avec 6 habitants par ménages. De plus, l'IRCOD souhaite s'impliquer dans le projet de l'AFD qui vise à construire 42 kilomètres de drains dans l'ensemble de la ville dont 10 kilomètres pour Bonabéri (Projet Assainissement pluvial) sur financement de l'AFD (130 millions)²⁴.

24

□ Ces travaux du C2D sont définis par la tranche prioritaire du SDAL. Cette phase comprend la réalisation de 42 km de canaux (plus 10 km de reprofilage des parties aval jusqu'à l'exutoire dans le

Par ailleurs, le représentant de l'IRCOD, ayant participé au projet GTZ, estime que les problèmes du projet de la GTZ sont dus à l'incompétence de l'entreprise ayant mis en œuvre le dossier.

milieu naturel) pour un montant total estimé à 25 Mds FCFA pour la réalisation des canaux primaires et de 100 Mds Fcfa pour la réalisation des canaux secondaires.

Equipe d'animation

L'équipe en charge de l'animation spécifique, théâtre forum, a fait la connaissance avec ENDA par l'intermédiaire de Mme Tankeu, directrice adjointe de la DUCE. Le contact est passé et ils nous ont demandé des outils de sensibilisation. Nous avons donc pensé faire un sketch avec et par les enfants. Ce sketch a été joué une fois à Tractafic. Les questions posées par la population par la suite ont émané du sketch. On a pu ainsi avoir un contact avec un groupe de femmes qui ont exprimé leur sentiment de se sentir écartées du projet. Elles ont revendiqué leur place et ont beaucoup critiqué la chefferie et le petit noyau qui gère le projet de manière opaque. Le projet a alors compris l'importance de mettre l'accent sur l'implication des femmes.

Au niveau des points négatifs, nous avons eu des difficultés avec les responsables locaux. Il s'est avéré que le projet nous avait confié la réalisation de l'ensemble de la prestation, c'est à dire de la réalisation de la pièce et de l'organisation matérielle.

La difficulté a été au niveau local que les autorités ont souhaité s'approprier l'organisation et nous ont demandé de financer leur travail au delà de la simple location. La chefferie a souhaité jouer le rôle d'entremetteur et organiser cela sans même nous demander notre avis, voulant au passage se faire rémunérer pour ce travail ce que nous avons refusé. Le processus a été bloqué : nous avons, par exemple, cherché des chaises ailleurs afin de refuser l'accaparement par les chefs. Il nous a tout de même fallu payer 20 000 FCFA de dédommagement. Cela n'a pas suffi à nous mettre d'accord avec eux puisqu'ils ont boycotté la fête.

Cependant, il faut signaler que ce problème a permis de mettre en exergue la complexité de la société locale : cette manifestation a été un déclencheur pour les femmes qui ne venaient pas avant aux réunions. Elles se sont impliqués dans notre projet et ont suivi notre pièce. Cela les a intéressés.

Le deuxième point négatif est le fait que nous n'avons pas pu filmé la pièce de théâtre. Le problème maintenant reste que beaucoup de parents croient que nous tirons directement un salaire du film et nous demandent de rémunérer les enfants. Nous souhaitons pouvoir faire cela mais il faut régler ce problème de paiement au préalable et définir le lieu du film pour éviter d'avoir des frais de déplacement trop élevés à payer.

Le troisième point est que le coordinateur local est étranger. Cela a un impact négatif. L'étranger, homme ouvert, est vu comme celui qui a les moyens de résoudre les affaires. Les personnes locales, comme nous, sont perçues et considérées comme des privilégiés. De ce fait, les autorités locales jouent aux durs face à nous.

MIGEC

La MIGEC, au delà de faire des crédits, a pour rôle de faire un accompagnement des ménages afin qu'ils réussissent leurs activités économiques. L'ancien Directeur qui a géré le dossier est parti et le dossier n'est plus suivi depuis 2009. Il apparaît qu'un partenariat a été établi avec ENDA-RUP en 2005 pour la gestion de compte. Nous avons vu des missionnaires sénégalais venir nous présenter le projet mais nos rapports se sont arrêtés depuis lors.

Le responsable a regretté la manière avec laquelle l'ancienne équipe avait managé ce dossier et que nous également nous aurions dû insister à avoir un rapport détaillé périodique. Le problème pour lui c'est que les gens qui ont été chargé personnellement du dossier à cette époque ne sont plus là. Cependant, il est disposé à ce qu'ensemble nous repartions sur de nouvelles bases après avoir réglé le malentendu et que cela nous serve plutôt pour une futur collaboration franche et sincère. Notamment, il a regretté le fait que lors d'un paiement de l'entreprise de construction par la MIGEC, il s'est avéré que la MIGEC a fait contracté un crédit à l'entrepreneur plutôt qu'opéré un paiement de compte à compte.

Le partenariat entre la MIGEC et ENDA n'a pas correctement fonctionné. Cela se ressent dans l'évolution du compte qui n'a plus reçu de versement depuis 2009. Selon le responsable, il semble qu'ENDA n'ait pas assez « *pris en compte le contexte* » dans la réalisation du projet. Tous les acteurs doivent être sensibilisés à l'approche qu'ils souhaitent établir.

Nous avons ensuite consulté les deux comptes qu'ENDA avait ouvert à leur niveau en son temps à savoir le compte FOCAUP (des remboursements qui faisaient 288 500 Francs CFA) et le compte ENDA. Nous avons alors constaté que le premier a été fermé après avoir reversé son contenu dans le second. Sur ce dernier, la somme restante sur le compte est de 182 341 FCFA

Le responsable a ensuite insisté sur sa volonté d'avoir une autre opportunité de collaboration avec ENDA en mettant une personne qualifiée sur un tel projet sous son contrôle mais surtout nous accompagner partout ailleurs au Cameroun avec un guichet ouvert à cet effet en nous faisant un rapport en bonne et dû forme.

Pour la poursuite du projet, deux formules peuvent être adoptées pour un suivi financier individualisé des remboursements :

- soit la MIGEC s'occupe seulement de faire un état mensuel des remboursements par ménages : il s'agit juste d'un point financier ;
- soit la MIGEC s'occupe de la récolte des fonds et du suivi individualisé.

Pour chacune des formules, il convient qu'ENDA négocie une convention financière pour spécifier les montants perçus par l'institution de micro-finance.

REUNIONS AVEC LA POPULATION A DOUALA

Réunion dans le quartier de Mambanda (23 participants)

Le début de la réunion démarre avec la présentation de la mission. Puis, il est demandé aux participants si les personnes présentes sont bien représentatives du bloc 27. Certains profitent de ce démarrage pour dire leur désappointement et leurs espoirs déçus : « le projet s'est abandonné dans le bloc 27. Je voulais même que cela parte dans les blocs 26 et 28 ».

Puis, les animateurs abordent le quartier en demandant aux habitants d'énumérer les problèmes du quartier. Le problème d'eau potable apparaît en premier : l'eau de la zone est trop riche en fer pour être potable et le débit de l'eau dans les tuyaux est trop faible. Puis vient celui de l'électricité : « *Il y a des baisses de tension. Il y a 100 personnes pour un compteur* ». Les maladies hydriques sont ensuite citées. Ceci rejoint, pour certains, le problème d'électricité et de coupures fréquentes : il y a des coupures ce qui empêche la conservation à basse température de vaccins.

C'est alors l'occasion d'avoir une idée sur les montants des dépenses mensuels des ménages. Un tour des participants est réalisé pour obtenir des moyennes.

Tableau des paiements mensuels à Mambanda

Thématique	Paiement mensuel	Moyenne
Eau potable	De 3 000 à 10 000	6 000
Électricité	De 3 000 à 15 000	7 000
Téléphone	De 1500 à 5000	10 000
Câble	3 000	3 000
Santé	7500 à 30000	
Loyer chambre simple	5000	5000
Loyer 3 chambres / salon	35000	35000

Une fois ceci réalisé, les discussions repartent sur les problèmes du quartier. Certains parlent alors d'assainissement des ménages. D'autres élargissent la question de l'assainissement à celle des inondations et des constructions qui se font de plus en plus rapprochées du Wouri, avec comme conséquences les montées d'eaux lors des marais. Le chômage est également cité par les jeunes. L'insécurité apparaît également dans le discours des habitants.

Au final, un tableau des problèmes est dressé. Il est alors demandé à chacun des participants de choisir, parmi l'ensemble des problèmes listés, 3 problèmes qui semblent pour eux prioritaires.

Tableau des problèmes du quartier Mambanda

Rang	Thématique	Nombre de votes
1	Eau potable	13
2	Insécurité	10

3	Électricité	8
4	Assainissement ménager	7
5	Pauvreté	6
6	Maladies hydriques	1
7	Assainissement pluvial	0

Le projet est alors abordé pour connaître l'opinion des habitants. Des débats enflammés s'engagent. Plusieurs thèmes sont ressortis, selon les thématiques préparées dans le canevas méthodologique :

le choix des bénéficiaires du projet ;

Plusieurs sons de cloches apparaissent. Certains disent que « *Le choix des bénéficiaires s'est passé secrètement* ». D'autres expliquent que pour l'heure, les travaux n'étant pas finis, il est difficile d'aborder ce problème : « *jusqu'à l'heure actuelle, il n'y a pas eu de bénéficiaires. Vous avez vu à quel niveau de travail cela s'est arrêté. Il y avait des fiches d'inscription qui n'ont jamais été opérationnel. C'est à partir de cet instant qu'on devait brancher. Après, on devrait payer. Personne n'a cotisés. Personne n'a bénéficié des branchements* ».

la participation réelle de la population :

Trois personnes indiquent avoir vu les fiches d'inscription. D'autres affirment que « *La population a bien accueilli le projet. Elle attend que le projet se fasse. Certains ont indiqué que l'heure de passage des agents n'étaient pas indiqués. Les femmes sont au marché. Les hommes au travail. Donc cela a joué dans la sensibilisation* ».

Puis le débat s'est enflammé et a tourné court avec des arguments et des contre-arguments qui faisaient allusion aux problèmes du quartier. Le vice-Président du Comité de Développement du Bloc 27 a accusé un manque de participation des habitants dans le projet : « *Le travail a commencé avec moi. Le projet n'est pas réalisé. La population a été exclue du projet. On a commencé le travail d'implantation du projet. La population devrait contrôler le projet. C'est l'exclusion de la population qui est la cause des problèmes* ».

« *On détourne la population. La concertation n'était pas élargie. Si on ne fait pas avec les gens, ils se sentent exclus* ».

accompagnement avec l'ingénierie sociale :

Le débat et la mobilisation a eu lieu : « *On a fait des réunions. On était ensemble. Il y a eu beaucoup de réunions. Quand on est descendu sur le terrain, les gens avaient peur qu'on prenne leur terrain. Le maire était obligé de descendre dans le quartier pour expliquer le bon fonctionnement. On ne comprenait pas où passer l'eau depuis nos maisons.* ».

NB. : Lorsque l'on demande à la population s'il est nécessaire d'expliquer la maquette à la population, tout le monde répond unanimement qu'ils connaissent et qu'ils ont compris le système.

les connaissances en termes d'hygiène à l'issue des différentes formations.

« L'équipe ENDA est descendu sur le terrain. Il y avait la méfiance et le doute. Les gens étaient sceptiques. Ils pensaient qu'on voulait prendre l'argent pour un projet qui n'allait pas être fini. Puis, ils ont fini par comprendre et attendre les résultats du projet ».

l'originalité et les spécificités de ce type d'assainissement par rapport aux autres types existants / l'appropriation de la technologie :

Les habitants ont remis en cause les travaux accomplis et l'absence de finalisation des travaux :

« Les gens voient l'aspect technique. Le technicien (NDLR : comprendre l'entrepreneur) n'a pas suivi les conseils. Cela s'est écroulé. Ils auraient du nous écouter. Nous savons construit des ponts, nous connaissons le terrain ».

« Dans le bloc, si vous voulez faire un ouvrage d'art, c'est mieux de prendre quelqu'un du quartier. C'est mieux de se référer aux techniciens qui sont dans les quartiers ».

NB. : Les habitants étaient associés aux travaux notamment par la participation du Comité de gestion lors des réunions de chantier.

la participation à la gestion et au financement :

Il apparaît que le Comité de gestion n'a pas été opérationnel : « Le Comité de gestion n'a jamais été opérationnel. Les réunions de chantier ne se sont passés ici ».

Le problème foncier s'est posé en termes financiers car certains n'ont pas été indemnisés et se sentent lésés aujourd'hui : « Ils m'ont pris mon terrain. Ils ont utilisé mes terrains. J'ai donné 6 m², ils ont pris 10 m². Finalement, ils ont creusé quand je n'étais pas là. Je pars à 4 heures du matin pour vendre. Quand je suis rentrée, c'était fait. Ils ont même arraché mon cocotier. Il faudrait prendre en charge le dédommagement ».

Réunion dans le quartier de Tractafirc, (25 participants)

(NB. Lors d'une première réunion, tenue avec le Chef de quartier et 6 hommes, il s'est avéré que le dialogue entre le projet et le quartier était rompu (en raison de la fin du projet) Cette réunion a été très infructueuse et a marqué le mécontentement de l'autorité locale vis-à-vis du projet qui ne lui avait pas « fait profiter » des avantages du projet. Cette réunion a tout de même permis d'aplanir les différences et d'organiser une seconde réunion avec une participation significative, dont des femmes).

Tractafirc fut l'une des premières sociétés de la zone et a donné son nom au quartier comme Chochocam. On appelait également le quartier « Grand Canyon » en raison du cinéma qui était dans la zone. On surnommait également cet endroit « New-Bell Km 5 » en raison de son positionnement géographique.

Après cette présentation, les différents problèmes du quartier ont été listés.

- Le premier problème évoqué est l'eau potable. L'eau du robinet coule bien mais les puits sont mal entretenus ou pas modernes.
- Ensuite, les problèmes de pollution de l'air et de l'eau ressortent : « *Les responsables de Plastic Cam ont dévié le drain. Ceci crée des problèmes de pollution qui s'ajoutent aux problèmes de pollution de l'air* ».
- Les habitants parlent ensuite de l'assainissement « *L'assainissement dans les ménages, c'est le passage de l'eau. C'est pour les habitants tout ce qui touche aux problèmes de canalisation et de poubelles* ». Ils estiment que beaucoup reste à faire dans ce domaine. En outre, le problème de l'assainissement est relié au problème de route : « *l'assainissement marche avec la route* ». Certains souhaitent avoir des routes, quitte à casser des maisons. D'autres ne sont pas d'accord avec ces propos : « *quand on parle de casser des maisons, on rentre dans les problèmes* ».

Au final, un tableau des problèmes est dressé. Il est alors demandé à chacun des participants de choisir, parmi l'ensemble des problèmes listés, 3 problèmes qui semblent pour eux prioritaires.

Tableau des problèmes du quartier Tractafic

Rang	Thématique	Nombre de votes
1	Eau potable	20
2	Route	17
3	Électricité	13
4	Assainissement ménager	10
5	Insécurité	4
6	Santé	2
7	Assainissement pluvial	2
8	Pauvreté	1
9	Pollution de l'air	0
10	Chômage	0

Pour être sûr du choix des habitants, les animateurs ont demandé aux habitants de préciser leurs choix en ce qui concerne l'assainissement, afin de bien séparer l'assainissement des eaux de pluie de l'assainissement des eaux usées. Il apparaît alors que 19 personnes (sur 21) placent l'assainissement des eaux usées comme prioritaires par rapport à l'assainissement des eaux de pluies. Parmi les 2 personnes qui pensent le contraire, l'une d'elles est bénéficiaire du projet, ce qui explique que, pour elle, l'assainissement des eaux usées est un problème réglé maintenant.

Puis, tout comme à Mambanda, les données relatives aux dépenses ont été recueillies.

Tableau des paiements mensuels à Tractafic

Thématique	Paiement mensuel	Moyenne
Eau potable	De 3000 à 10000	6 000
Électricité	De 3000 à 15000	7 000
Téléphone	De 1000 à 5000	3000
Câble	3000	3000
Santé	7500 à 30000	
Loyer chambre simple	5000	5000
Loyer 3 chambres / salon	35000	35000

le choix des bénéficiaires du projet :

« Nous avons rempli les fiches. C'était gratuit. Ils nous ont dit de payer 5500 FCFA par mois. On a commencé à payer puis ce s'est arrêté. On ne sait pas comment. Depuis 8 mois, on ne paie plus ».

« Pour s'inscrire, ce n'était pas le bakchich. Ils sont passés avec des fiches »

Un aveugle déclare : « chez eux au Sénégal, les handicapés ne paient pas. On m'a dit de faire un courrier à la mairie pour qu'ils paient. Maintenant, je dois courir après pour savoir s'ils vont le faire. Je n'ai pas eu de réponse ».

« Au départ, on suppliait les gens pour qu'ils remplissent les fiches ».

Une femme affirme que « la fiche ne m'a pas été présentée. Moi, j'ai compris qu'il fallait payer 80 000 FCFA. Mais moi, je n'ai pas eu la fiche ».

La question des deux phases et du double réseau est alors abordé. « Certains ont pu se connecter car ils étaient dans la zone du réseau. D'autres n'ont pas pu car ils n'étaient pas sur la trajectoire du réseau ».

l'appropriation de la technologie :

« Ca fonctionne très bien. Il suffit de nettoyer régulièrement comme on nous l'a montré ».

Une autre personne ajoute : « On connaît bien comment nettoyer. Le problème, c'est l'entretien. Il y a des endroits où le tuyau est cassé. »

accompagnement avec l'ingénierie sociale :

Rien n'a été dit sur cette question. Ni critique, ni point positif.

l'originalité et les spécificités de ce type d'assainissement par rapport aux autres types

Une dame donne des précisions sur ce sujet « pendant les travaux, on demandait notre avis. On a commencé à creuser avant même qu'ils ne viennent implanter le système. Le travail a été bien fait ».

Une autre explique : « les voisins prennent exemple sur moi. Ma maison, c'est comme chez les blancs ».

la participation à la gestion et au financement / ouvrages collectifs :

« Les ouvrages collectifs posent problème. On devait former les gens. On ne les a pas formés. C'est l'ONG ENDA qui est responsable. La formation n'a pas été faite et la collecte d'argent a été stoppée ».

« Il faut régler les problèmes de gestion. La Mairie et l'ONG nous ont dit de ne plus toucher à l'argent. On attend que les choses repartent ».

ENTRETIENS À EDÉA

Rencontres avec les autorités locales

L'assainissement à Edéa

Avant et avec ENDA, nous avons toujours noté que l'assainissement est une action importante pour la politique de la CUE. Nous avons promis des actions aux électeurs et l'effectivité est attendue. Nous avons bien accueillis le projet d'ENDA et y avons mis beaucoup d'espoir.

Notre budget d'assainissement représente plus de 200 millions. Nous avons apporté notre encadrement technique dans cette phase pilote dans le but de dupliquer les résultats dans d'autres quartiers. Il y a eu certes une lenteur de notre part dans la réalisation des missions d'entretien du système. Notre budget en matière d'assainissement a largement augmenté mais nous attendons la remise officielle des infrastructures par ENDA.

L'implication des autorités dans le projet

ENDA nous a approché dans le cadre de ce noble projet d'assainissement et nous avons saisi la main tendue. C'est un projet qui répond grandement aux besoins d'action de la CUE en matière d'assainissement. Nous avons manifesté notre intérêt pour le projet d'ENDA eu égard aux plaintes des voisinages, des maladies liées à l'insalubrité dans les quartiers. Le choix des quartiers Amour 1 et 2 l'ont été en fonction des conflits récurrents des populations liées aux eaux usées des ménages.

C'est pour cela que nous n'avons pas laissé le projet être géré au niveau des communes d'arrondissement. Nous avons tenu plusieurs réunions et le choix des quartiers d'intervention d'ENDA a été fait par la commune en tenant compte du fait qu'il s'agit d'un projet pilote. Cette technologie et sa mise en œuvre nécessitent à résoudre le problème central.

A ce jour, seuls les effets induits liés aux sites (Propriétés foncières) seront réparés par la CUE. De plus, la CUE assure la présidence du comité de gestion. La CUE a en plus, mis à la disposition d'ENDA le Chef de département technique pour le suivi des travaux et une animatrice sociale.

Les acquis du projet ENDA

Le projet a été bien accepté dans la localité. Nous sommes restés très proches d'ENDA pour que dans les quartiers Amour 1 et 2 les actions de terrain soient bénéfiques à 21 ménages.

Sur le plan technique nous avons révisé nos actions d'assainissement en prenant en compte l'entretien du système ENDA. Le système d'assainissement d'ENDA est adapté, simple et fiable. Notre rapprochement d'ENDA vise notamment à reprendre la technique dans d'autres

quartiers, répété notre action pour la réussite. Nous pensons fortement dupliquer cette technologie dans d'autres quartiers de la ville d'Edéa et invitons tous les acteurs pour une franche collaboration. Ce projet résout largement le problème d'assainissement au niveau des ménages. Au niveau de la population, le socle humain n'est pas autant cosmopolite qu'à Douala. Ici, les gens ont une provenance commune : il y a plus d'entraide.

La difficulté du projet ENDA : la poursuite ?

Le projet en arrêt et personne ne sait ce qu'ENDA attend pour poursuivre ses actions. Nous attendons toujours de travailler avec ENDA non pas dans des actions de saupoudrage mais agir activement en évitant les effets bourrant d'impatience des bénéficiaires. Le projet d'ENDA avait aiguisé beaucoup d'intérêt de notre part, mais les résultats sont décevants pour nous. Il y a beaucoup de déceptions après beaucoup d'espoir. Sur le fond, c'est un bon projet mais l'on ne peut pas parlé de réussite. Le projet nous a causé beaucoup de soucis, beaucoup de palabres, notamment après la mort d'un enfant à Amour.

Nous attendons que ENDA nous saisissent officiellement pour nous donner la conduite à tenir. Les actions avec ENDA sont momentanées et la communication permanente avec les populations est absente. Les populations se sont engagées dans le projet avec beaucoup d'espoir mais la période d'inactivités dure beaucoup. Les coupures annulent le travail qui a été déjà effectué et découragent les populations.

Par ailleurs, le projet ne prend pas toujours en compte les observations des animateurs. Les effets induits ne sont pas rapidement gérés. Toutefois les moyens financiers et techniques n'ont pas été toujours suffisants pour réaliser le projet de bout en bout. On ne sait pas s'il y a une transition ou un arrêt. On attend de voir la suite.

Les équipements devant nous revenir, nous avons besoin de plus d'organisation et de moyens financiers et humains pour entretenir l'existant et dupliquer l'action dans d'autres quartiers. C'est donc notre rôle de travailler avec tous les acteurs et rechercher des bailleurs de fonds.

Le paiement de la population

C'est un processus que nous ne pouvons pas faire à la hâte : il faut le temps que les bénéficiaires comprennent de quoi il est question. Il y a besoin d'énormément de formation et de sensibilisation.

Toutefois, les bénéficiaires savent qu'ils doivent payer. Mais cette action n'est pas effective. Les bénéficiaires ont accepté le projet, adopté la technologie. Pour nous, la comite de gestion ne pourra prendre les choses en mains qu'après la réception des ouvrages par la CUE. Le travail de sensibilisation doit continuer.

Les entreprises

Les entrepreneurs locaux se sont battus pour faire le travail même si à certain égard, les cadres regrettent que les travaux n'est pas été mieux supervisés.

Entreprises de construction

C'est un projet de traitement des eaux usées des ménages qui est venu donner la solution à un des problèmes de notre ville. Les entrepreneurs ont émettre des remarques sur ce projet en trois points :

1. Avis sur la technologie

C'est une technologie simple et efficace : dans la mesure où l'entrepreneur n'a pas eu des difficultés particulières pour comprendre et réaliser les ouvrages. Il sort les ménages des situations difficiles de stagnation d'eau et des mauvaises odeurs. Pour mener à bien le projet, nous avons eu les plans de recollements et les documents techniques utiles pour la réalisation. L'entretien des infrastructures est aussi renseigné sur des documents. Cette technologie est très appropriée pour les quartiers peuplés et précaires. Nous avons fait des études topographiques et avons travaillé selon les spécifications des cahiers de charge.

2. Facilité relationnelle

Dans la réalisation de nos missions, nous avons bénéficié de la part tant d'ENDA, de la CUE et des populations de toutes les facilités dont nous avons besoin et ceci de façon parfois très rapide. Les techniciens de la CUE et les populations participaient aux réunions de chantier. En plus des réunions d'animations et d'informations nous avons formé les bénéficiaires aux techniques d'entretien des ouvrages.

3. Travaux supplémentaires

Nous avons eu beaucoup de travaux supplémentaires. Ceci était dû :

- à la nature du sol : pour y remédier nous avons stabilisé le sol aux moellons pour éviter les affaissements ;
- au manque de site de construction : ceci a nécessité parfois l'intervention de la CUE. Nous avons parfois construit des ouvrages sur les drains d'eau de ruissellement ce qui a eu des effets induits sur les ménages voisins ;
- à des actes de vandalisme des ouvrages par des populations.

Ces situations imprévues ont fortement réduit les marges de bénéfice. L'activité étant peu rentable pour des petites entreprises, les retards de paiement des factures ont été un handicap pour le bon déroulement de l'entreprise. Mais l'activité reste rentable pour une entreprise de notre niveau.

Nous avons construit et achevé un vidoir collectif et deux ouvrages dans les ménages. Un système a été engagé et reste non achevé suite à un incident survenu pendant les travaux (le décès d'un enfant).

REUNIONS AVEC LA POPULATION A EDEA (19 participants)

La réunion démarre avec un retard de 1h15mn suite au désintéressement des participants. Après de longs mois d'absence du projet à Edéa, la mobilisation a été faible. Une seule rencontre est donc faite et regroupe les populations des deux quartiers.

Après la présentation de la mission, les participants conviennent de l'ordre du jour. Puis, les animateurs commencent à interroger les habitants en leur demandant d'énumérer les problèmes du quartier. Le problème d'eau potable apparaît en premier : l'eau potable est rare dans le quartier depuis la fermeture de bornes fontaine publiques. On y compte prêt de cinq abonnées CDE qui parfois vendent de l'eau dans les seaux de 10-25 litres. Puis vient celui de l'électricité : « *Il y a des baisses de tension. Il n'y a pas d'éclairage public* ». L'assainissement pluvial est ensuite cité comme un problème important. La raison réside dans la construction d'habitations de manière anarchique qui ont soit bouchés les drains de ruissellement, soit se trouvent très proches des drains ce qui entraîne le fait que le moindre débordement crée des inondations dans les maisons. Viennent ensuite l'assainissement des ménages qui reste un problème épineux pour le quartier et qui concerne également ENDA. Enfin seront citée les problèmes sociaux suivants : banditisme, habitat spontané, absence de centre de santé dans les deux quartiers.

L'occasion a été donnée aux participants de s'exprimer sur les montants des dépenses mensuels des ménages. Un tour des participants est réalisé pour obtenir des moyennes.

Tableau des paiements mensuels aux quartiers Amour

Thématique	Paielement mensuel	Moyenne
Eau potable	De 2 000 à 5 000	3 000
Électricité	De 3 000 à 10 000	5 000
Téléphone	De 1500 à 5000	4 000
Câble	3 000	3 000
Santé	5500 à 20000	
Loyer chambre simple	5000	5000
Loyer 3 chambres / salon	25000	25000

Une fois ceci réalisé, les discussions repartent sur les problèmes d'assainissement des ménages. D'autres élargissent le débat en se plaignant des effets induits du projet engagé par ENDA.

Au final, un tableau des problèmes est dressé. Il est alors demandé à chacun des participants de choisir, parmi l'ensemble des problèmes listés, 3 problèmes qui semblent pour eux prioritaires.

Tableau des problèmes des quartiers Amour 1 & 2

Rang	Thématique	Nombre de votes
1	Eau potable	6

2	Électricité (Eclairage public)	4
3	Assainissement pluvial	10
4	Assainissement ménager	11
5	Banditisme	2
6	Maladie (santé)	3
7	Habitat spontanée	2

La discussion est alors ouverte abordée pour l'expression des habitants sur le projet. Des débats enflammés s'engagent. Plusieurs thèmes sont ressortis, selon les thématiques préparées dans le canevas méthodologique :

le choix des bénéficiaires du projet ;

Certains expliquent comment ils ont été contactés « *Le choix des bénéficiaires s'est passé après beaucoup de sensibilisation* ». D'autres expliquent que ce sont les femmes qui les ont obligés à accepter le projet. Or, aujourd'hui, ils sont victimes des eaux de pluies qui inondent leur maison alors qu'avant le projet il n'en était pas ainsi. Une dame explique que la situation de boue dans sa maison était connue du quartier avec la venue d'ENDA elle n'a pas hésité à souligner son problème. A ce jour elle est entièrement satisfaite.

la participation réelle de la population :

Plusieurs habitants du quartier indiquent avoir reçu les fiches d'inscription. D'autres affirment que « *La population a bien accueilli le projet* ». « *La population a été incluse au projet. On a commencé le travail d'implantation du projet. La population était toujours là pour contrôler le projet.* ».

« *Les membres des comités de gestion disponibles ont participé aux réunions des chantiers* » s'est écrié le secrétaire du comité de gestion du quartier Amour 1.

accompagnement avec l'ingénierie sociale :

« *Nous avons fait des réunions. On a été suffisamment sensibilisée pour le projet. Il y a eu beaucoup de réunions. Mais on a toujours eu des problèmes dans l'amélioration des toilettes dans le quartier* ».

Un participant mentionne que « *Le projet a fermé les canaux de ruissellement des eaux de pluies, il y a des travaux non achevés et certains ouvrages construits ne sont pas opérationnels. Nous avons beaucoup d'espoir avec ENDA mais les actions sont lentes et notre soif reste entière.* »

les connaissances en termes d'hygiène à l'issue des différentes formations.

L'équipe ENDA est descendue sur le terrain. Nous sommes capables de gérer le système et de l'entretenir par les formations et l'assistance de la CUE. Un comité de gestion est mis en place dans chaque quartier même si il ne fonctionne pas encore.

l'originalité et les spécificités de ce type d'assainissement par rapport aux autres types existants / l'appropriation de la technologie :

Les membres de la CUE, les entrepreneurs et du comité de gestion se sont exprimé valablement sur la bonne technologie du système ENDA qui vient résoudre un problème qui dure depuis des années. Deux participants ont remis en cause les travaux accomplis et la création des nouveaux problèmes d'inondation dans leurs maisons: « *venez voir ce que vous avez créé chez moi. Les eaux sales du voisin et les excréta humains se retrouvent chez moi après de fortes pluies. Or avant le système ENDA j'étais à l'abri de ces choses.*» Les canalisations en PVC utilisés dans le projet sont fragiles et se cassent facilement.

la participation à la gestion et au financement :

Il apparaît que le Comité de gestion n'a pas été opérationnel : « *Le Comité de gestion n'a jamais été opérationnel. Les réunions de chantier se sont bien passé*». Le financement du projet est spontané. L'absence de la mise en service du système collectif ne permet pas au comité de gestion de travailler. Selon le Secrétaire général de la CUE, la réception des ouvrages par la CUE d'ENDA permettrait de mettre en route le système de collecte des fonds auprès des bénéficiaires.